

SOMMAIRE

Introduction

Première partie

Chapitre 1 : Etude monographique de la Commune et révolution verte et durable

Chapitre 2 : Constat de la réalité

Deuxième partie : Techniques culturales améliorées et implantation de l'OTIV dans la vie des paysans

Chapitre 1 : Interprétation des résultats d'enquête socio-économique au niveau des 6 fokontany de la Commune d'Ambohimanga..

Chapitre 2: Les facteurs de blocage et leurs origines

Chapitre 3 : L'impact d'OTIV dans le développement rural

Troisième partie : Solutions et recommandations

Chapitre 1 : Solutions

Chapitre 2 : Recommandations

Conclusion générale

Bibliographie

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Liste des abréviations

Annexes

Introduction générale

Madagascar fait partie encore des pays en voie de développement, son taux de croissance économique annuel qui n'a jamais dépassé 2% et aussi les nombreuses crises qui se sont multipliées de 1972 jusqu'en 2009. Presque tous les dix ans, la grande île a subi des crises politiques de plein fouet, ce qui a causé un impact négatif sur le plan socio économique, à savoir la crise alimentaire.

Dans le contexte actuel, la domination des Etats-Unis, l'Union Européenne, l'Union Africaine, la montée du commerce chinois et les mouvements de la mondialisation, il est important d'évaluer les conséquences pour le développement rural, de ces nouveaux impératifs d'intégration sociale, de création d'emplois, de respect et de restauration de patrimoine écologique, paysager et architectural, de contrôle des évolutions technologiques au nom du principe de la précaution.

L'Europe et l'Amérique cherchent tous les moyens pour développer leur économie et conquérir les marchés mondiaux par le biais de l'OMC, l'Afrique et les pays en voie de développement luttent encore pour leur subsistance alimentaire et leur survie. Toutes les stratégies de développement rural sont soumises à ces pressions contradictoires.

Pour le cas de Madagascar, la lutte pour la réduction de la pauvreté doit tenir compte de la participation des agriculteurs à la production des denrées alimentaires pour leur autosuffisance, mais ne doit plus se contenter d'acheter des produits d'importation, qui menacent l'entreprise agricole familiale, venant d'autres pays (comme l'importation du riz blanc de Thaïlande et de Pakistan). Il est important de développer les méthodes de l'agriculture durable propre à chaque pays. Certains paysans malgaches adoptent déjà la pratique du système de riziculture intensive ou (SRI) et le système de riziculture amélioré ou (SRA) appelé en malgache « *voly vary maro anaka* ». Ils ont tout simplement modifié certaines règles traditionnelles, le riz peut être repiqué après huit semaines de semence c'est-à-dire que les grains se sont mis à germer environ huit jours, ce qui permet d'utiliser moins de grains alors que la production à l'ha peut facilement doubler voire tripler pendant la récolte (12t à l'ha est le record établi par un paysan malgache dernièrement lors du concours organisé par le Président Ravalomanana). Il ne faut pas oublier aussi l'engagement n°4 du MAP « Développement rural » dans son défi n° 2 « Améliorer l'accès au financement rural », donc les institutions de microfinance sont des facteurs de développement combinés avec l'amélioration du secteur agricole. Nous savons, sans ces institutions aucun paysan ne pourra développer sa production agricole, tout cela pour dire

que ces deux choses sont indissociables pour réussir la révolution verte durable dans la Commune d'Ambohimanga Rova.

Contexte

Il est vrai que maintenant la réalisation du MAP n'est plus la priorité du pouvoir actuel à savoir la HAT (Haute Autorité de la Transition), mais nous tenons à affirmer ici que la mise en œuvre de la révolution verte et durable était encore sous l'ère de l'ex Président Ravalomanana, donc c'est pour cela qu'on a toujours tenu compte du MAP. Selon l'engagement n°4 du Madagascar Action Plan (MAP), et pour faire face à la crise alimentaire mondiale qui secoue la planète actuellement, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche par le biais de la DRDR Analamanga déploie tous ses efforts pour l'atteinte de l'objectif de la Révolution Verte Durable qui est l'accroissement de la production agricole en général et celle de la riziculture en particulier.



En effet, Madagascar a souffert d'une insuffisance de la production rizicole l'obligeant à recourir à des exportations en riz ; cette situation résulte de différents problèmes auxquels est confrontée la population rurale tels que la détérioration des infrastructures d'irrigation, la baisse de la fertilité des sols et la faiblesse de l'utilisation de techniques culturales améliorées.

Pour remédier à cette situation et pour que le niveau et les conditions de vie des producteurs en milieu rural puissent s'améliorer, le MAEP, avec le soutien des partenaires techniques et financiers, a lancé une mobilisation générale de tous les acteurs de développement rural à la mise en œuvre de Révolution Verte Durable pour la campagne 2008-2009.

La préoccupation majeure de la mobilisation générale est d'améliorer la productivité rizicole des paysans en considérant les trois axes stratégiques ci-après tels que (i) allègement des prix d'intrants et matériels agricoles, (ii) disponibilité sur site des intrants et matériels agricoles, (iii) encadrement et appuis techniques des riziculteurs au niveau des vallées même.

Ainsi, la finalité de la mobilisation générale est de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans sa composante développement rural par l'amélioration des performances des producteurs ruraux et l'augmentation de la production agricole.

. OBJECTIF GENERAL

L'objectif principal est de soutenir la mise en œuvre de la Révolution Verte Durable à travers l'amélioration des facteurs de production pour avoir une augmentation substantielle de la production rizicole afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de dégager des surplus exportables :

- doublement de production rizicole en 2009
- triplement de production en 2012

2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques se déclinent comme suit :

- renforcer les capacités des producteurs à maîtriser leur environnement technique et économique en fournissant des formations techniques, de l'encadrement, des suivis de l'exploitation et des conseils.
- encadrer les paysans à l'application de techniques culturales appropriées plus performantes.

L'objet de l'étude consiste à :

1. renforcer les capacités des animateurs villageois et des riziculteurs
2. encadrer les Animateurs Villageois dans l'accomplissement de leurs attributions
3. assurer l'encadrement technique et socio- organisationnel des paysans
4. Mettre en place une Stratégie de Recouvrement (Culture de Crédit)
5. Recenser et former les 'repiqueuses'
6. Elaborer et/ou faire appliquer la Charte de production'
7. Suivre l'Itinéraire Technique
8. Suivre utilisation des Intrants (Urée, Guano, NPK, semence)

Cadre théorique

Dans une étude en milieu rural, la sociologie explicative et compréhensive des faits sociaux n'est pas suffisante pour pouvoir comprendre les logiques et les comportements des paysans, il faudrait aussi recourir au holisme car « la société est un tout »selon Durkheim ¹et que les comportements de la population sont le fruit d'une conscience collective. En effet, pour pouvoir bien analyser notre recherche, nous avons combiné individualisme méthodologique de Boudon pour pouvoir vérifier que « la société résulte² des agrégats des actions individuelles » et que c'est l'individu qui fait la société et le holisme de Durkheim.

Problématique

Dans quelle mesure « l'approche³ vallée » est-elle une stratégie pertinente pour sensibiliser les paysans agriculteurs au niveau des 6 *Fokontany* de la Commune d'Ambohimanga Rova ?

Hypothèse de travail

Même si c'est encore une nouvelle approche en matière de sensibilisation en milieu rural, nous avons souhaité la mettre en pratique pour pouvoir répondre à la problématique que nous avons citée ci-dessus, d'une part et pour pouvoir atteindre l'objectif du projet d'autre part.

Comme hypothèse centrale, « l'approche vallée » peut aider nos chercheurs à atteindre l'objectif du projet à la fin de la mise en œuvre.

Comme hypothèse secondaire, des travaux d'accompagnement comme la formation technique et pratique en cascade des Chefs quartiers et des AV après la prestation des ONG peuvent aussi être un atout pour l'atteinte de l'objectif de la révolution verte et durable sans oublier l'adhésion des paysans membres de la Charte de production à un

¹ DURKHEIM (E), les règles de la méthode sociologique, (1894), p 58, 59

² BOUDON (R), l'individualisme méthodologique, 1997, 100 fiches pour comprendre la sociologie, p 60

³ C'est la nouvelle approche initiée par les bailleurs de fonds pour mettre en œuvre la révolution verte et durable au niveau de la région *Analamanga*. Elle est composée de 4 phases distinctes (cf. annexe), et les ONG ou les cabinets d'études et leur équipe prestataires du DRDR doivent planifier leurs interventions par grappe de vallée et choisir un échantillon de rizières à bonne maîtrise d'eau pour servir de vitrine pour tous les paysans qui cultivent sur la vallée en question. Il est important de rappeler que la vallée d'*Andranomasina* est cultivée par 6 *fokontany* d'*Iavoambony*, *Manakasina* et *Vakinampasika*, *Imeritsiafindra*, *Malaza* et *Ambohidahy* issus de la Commune d'Ambohimanga. Pour celle de la Commune d'Ambohimanga, la superficie de la vallée était 90ha, et nous avons centré notre intervention sur 20 ha seulement qui ont couvert les *fokontany* (d'*Iavoambony*, *Manakasina* et *Vakinampasika*) selon le DRDR.

réseau de microfinance pour mettre en œuvre la culture de crédit et la culture d'entrepreneuriat, point de départ de la professionnalisation de l'agriculture.

Méthodologie

Au niveau de l'approche méthodologique, nous avons utilisé les méthodes classiques de la sociologie comme l'approche bibliographique, les observations, les enquêtes pour mener à bien notre recherche et pour mieux identifier les facteurs de blocage qui est vraiment notre tâche principale avec l'élaboration de la Charte de production. C'est surtout l'approche qualitative que nous avons priorisé vu le temps d'intervention très court et les problèmes rencontrés sur terrain. Les outils utilisés étaient un questionnaire fourni par l'ONG, un guide d'entretien conçu par nous même, plan de formation, un guide d'observation... Ces outils ont été créés dans le but d'atteindre les objectifs cités plus haut et de s'adapter au contexte des 6 FKT issus de la Commune d'*Ambohimanga Rova*. Une étude en milieu rural nécessite une combinaison de plusieurs techniques, par exemple vérifier les données discursives obtenues par les enquêtes par une observation sur terrain, de cette façon on pourrait très vite déceler les failles des données obtenues.

Techniques vivantes utilisées

- Entretien libre auprès de l'Adjoint au Maire, des chefs fokontany, AV, Paysans pour voir la situation zéro de la culture du riz, comportement des paysans au niveau des 6 fokontany,
- Observation périphérique de la vallée *Andranomasina*, les infrastructures hydroagricoles existantes, la pratique culturale
- Réunion de groupe avec comme participants l'Adjoint au Maire, les 6 chefs *fokontany* d'intervention, ses 2 AV et enfin le responsable CSA.
- Enquête socio-économique au niveau des paysans cultivant dans la vallée d'*Andranomasina* pour voir l'état de lieux des paysans concernant la pratique culturale, les matériels et les intrants utilisés, la répartition des travaux rizicoles
- Formation technique auprès des paysans concernant le SRI et SRA en utilisant l'approche participative pour mieux impliquer et participer les paysans dans le projet
- Formation pratique concernant le SRI et SRA et suivi des activités des paysans, recensement des repiqueuses salariées

- Sensibilisation pour l'élaboration du *Dinampamokarana* ou Charte de production et de la culture de crédit dans le but de faciliter le remboursement des engrais empruntés par les paysans au DRDR
- Entretien libre au niveau des autorités communales de la Commune *Sabotsy Namehana* avant de faire des investigations au sein de la Commune
- Enquête au niveau des responsables de l'OTIV *Sabotsy Namehana* et les membres de l'OTIV ainsi que les non-membres au niveau de 4 fokontany de la Commune de *Sabotsy* et 6 *fokontany* celle d'*Ambohimanga*.

Echantillonnage

Nous avons utilisé l'échantillonnage aléatoire avec la méthode de quota, pour pouvoir obtenir un échantillonnage représentatif de 60 individus enquêtés cultivant dans la vallée d'*Andranomasina*, et pratiquant le SRI, le SRA ou encore le SRT au niveau des 6 fokontany d'intervention de la Commune d'*Ambohimanga Rova*. Nous avons fait un tirage au hasard pour pouvoir interroger 40 paysans membres et non membres des institutions de microfinance dans la Commune rurale d'*Ambohimanga* et dans la Commune rurale de *Sabotsy Namehana*.

Population cible

Les paysans :

- qui habitent au niveau des 6 *fokontany* d'intervention de l'ONG de la Commune d'*Ambohimanga Rova*
- qui cultivent du riz dans la vallée d'*Andranomasina* située dans la Commune d'*Ambohimanga Rova*
- qui pratiquent la nouvelle technique culturale, à savoir le SRI, le SRA et le SDA
- qui pratiquent encore l'ancienne pratique culturale, à savoir le SRT
- qui sont membres des institutions de microfinance (OTIV)
- qui ne sont pas membres des institutions de microfinance (OTIV)

Dans la première partie de notre étude, nous allons voir la monographie de la Commune et les généralités concernant la révolution verte, dans la seconde les techniques culturales améliorées et l'impact de l'implantation de l'OTIV dans la vie des paysans et enfin dans la troisième partie des propositions de solutions et des recommandations concernant le SRI, le SRA et la microfinance.

PREMIERE PARTIE :
Etude monographique de la Commune et
révolution verte et durable

Dans une recherche en milieu rural, il est toujours important de commencer par la présentation générale de la Commune faisant l'objet de l'étude que nous allons voir dans cette première partie, et la généralité concernant la révolution vert et durable .Nous allons parler de l'état de lieux dans la Commune rurale d'*Ambohimanga*, nous allons voir les réalités d'ordre géographique, économique, démographique et économique. Et concernant la révolution verte, son historique, son dynamisme et pourquoi l'ancien gouvernement l'a mise en œuvre dans notre pays.

CHAPITRE I : MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE RURALE AMBOHIMANGA ROVA

Section 1 : Situation géographique

1.1.1 Localisation

Ambohimanga Rova fait partie des Communes rurales composant le District d'*Antananarivo Avaradrano*, Région *Analamanga* et est localisée dans sa partie Nord Ouest. Elle est située à 21 Km de la ville d'*Antananarivo* et est accessible par la route nationale N°03 vers *Anjozorobe* jusqu'au PK 15 (au niveau du Restaurant Relais du *Rova*) et en bifurquant à gauche par la RIP 51 qui relie la RN3 au chef lieu de la commune.

Elle est dominée au Nord par des escarpements de montagne s'élevant jusqu'à 1 500 m d'altitude et s'abaissant sous forme de plateau jusqu'à 1 300 m vers le Sud.

La Commune d'*Ambohimanga Rova* est considérée comme un centre de production avec ses quelques plaines propices à diverses cultures, dont le riz, le manioc, le maïs et les légumineuses. Ainsi, elle est aussi un centre d'attraction touristique à cause de l'existence du Palais Royal d'une part et quelques « *doany* » d'autre part.

1.1.2 Superficie

La Commune s'étend sur une superficie de 52,49 km² (source : FIFTAMA 2005) et compte 22 *fokontany* regroupés dans 03 arrondissements dont *Ambohimanga Rova*, *Anosiarivo* et *Manankasina* selon le tableau suivant :

Tableau 1 : Les fokontany composant la commune.

ARRONDISSEMENT	FOKONTANY
Ambohimanga Rova	Ambohimanga Rova
	Ambohimandroso
	Ambohimarina
	Ambohitrandriamanjaka
	Ambohitrimo
	Avarakady
	Fiekena
	Soamonina
	Soavinandriamanitra
Anosiarivo	Anosiarivo
	Ambodisiarivo
	Ankazobe
	Antsahakely
	Mahatsinjo
Manankasina	Manankasina
	Ambohidahy
	Iavoambony
	Imanja
	Imeritsiafindra
	Malaza
	Soavinimerina
	Vakinampasika

Source : Commune *Ambohimanga Rova*, Novembre 2007

Les *fokontany* les plus éloignés sont situés à 12 Km du chef-lieu de la Commune. Il s'agit d'*Ambodisiarivo* et de *Malaza* qui connaissent ainsi des difficultés, notamment pour l'accès aux services administratifs communaux.

1.1.3 Les Communes limitrophes

La Commune *Ambohimanga* est entourée par 06 communes :

- Au Nord : la Commune d'*Ambohipihaonana*, et *Imerimandroso* (District d'*Ambohidratrimo*).
- Au Sud : la Commune *Sabotsy namehana*
- A l'Est : la Commune *Talata volonondry* et *Manandriana*.
- A l'Ouest : la Commune *Ambatolahy Tsimahafotsy* (District d'*Ambohidratrimo*).

1.1.4 Historique de la Commune :

Le village d'*Ambohimanga* existait depuis le 18^{ème} siècle a été choisi pour l'implantation de palais royal de par sa position géographique dominant la majeure partie de la zone Nord Ouest d'*Antananarivo* et facilitant ainsi sa protection. Le dit village se nommait autrefois *Ambohitrakanga* et a été modifié par *Ambohimanga* du fait de la présence des forêts naturelles couvrant les alentours du sommet de colline d'implantation du palais royal. L'appellation *Ambohimanga* a été adoptée bien avant l'unification du royaume malgache.

Depuis le début de l'année 1700, le palais d'*Ambohimanga* a connu la succession de quatre rois. Il s'agit de :

- ANDRIATSIMITOVIA MINANDRIANA : 1740-1755
- ANDRIAMBELOMASINA : 1755-1766
- ANDRIANJAFY : 1766-1787
- ANDRIANAMPOINIMERINA : 1787-1810

Pendant ces époques royales, les groupes ethniques dominants dans les alentours du palais étaient les *Tsimahafotsy* d'*Ambohimanga*, les *Andriamboninolona* de *Soavinimerina*, les *Tsimiamboholahy* d'*Ilafy* et *Namehana*, et les *Manendy d'Anativola*. Parmi eux, seuls les *Andriamboninolona* de *Soavinimerina* étaient restés pour constituer la commune d'*Ambohimanga* avec les *Tsimahafotsy*.

Le palais royal tient une place prépondérante pour la Commune et attire beaucoup de touristes autant nationaux qu'internationaux. De plus, l'existence des 7 fossés stratifiés, les 7 grands portails, les forêts naturelles et les puits d'*Andranomboahangy* valorisent le

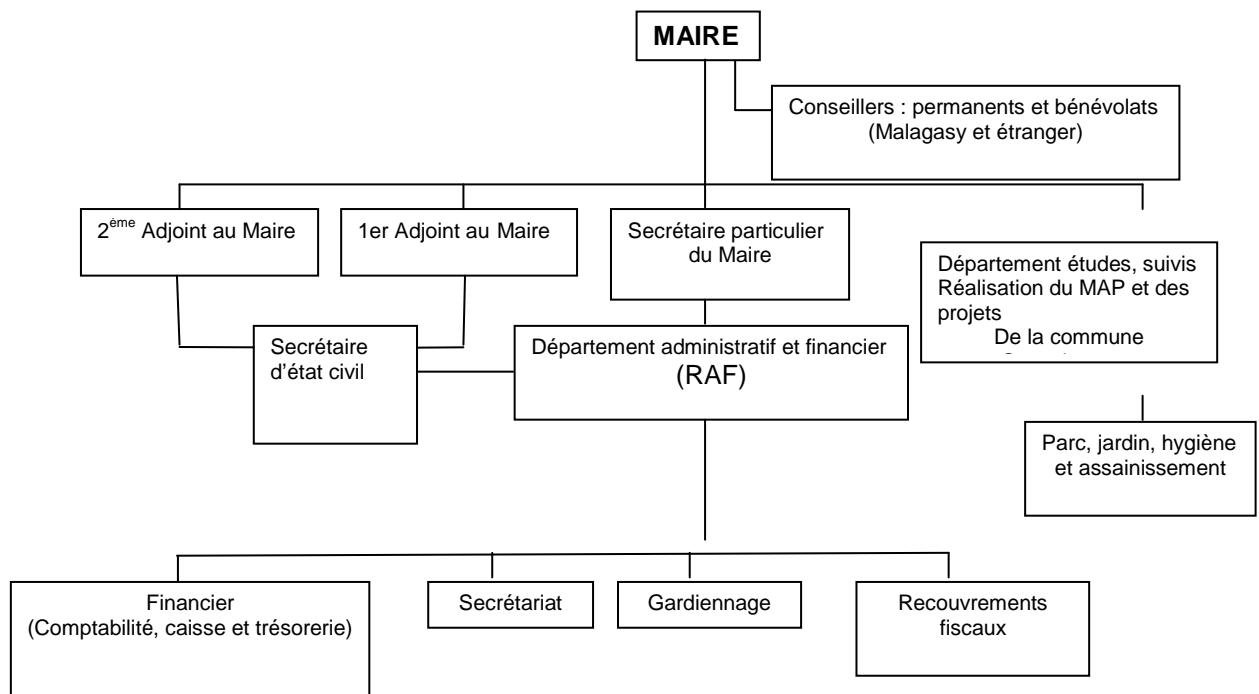
site d'*Ambohimanga*. Nous tenons à signaler que le palais royal est classé “patrimoine mondial” depuis le 14 décembre 2001.

1.1.5 Les événements marquants la vie de la commune

- 1947: Le village a été détruit par l'incendie. Il paraît que l'acte est d'origine criminelle et la majeure partie des populations se sont enfuies dans les forêts naturelles.
- 1985: Le village a été frappé par une épidémie tuant beaucoup de personnes. Il paraît que la dite épidémie s'est manifestée comme le paludisme.
- 2000 : Passage des criquets qui ont détruit les cultures.
- 2004 : Passage de deux violents cyclones appelés *Gafilo* et *Elita*.

1.1.6 L'organigramme de la commune

L'organigramme ci-après est adopté après l'élection du nouveau maire en décembre 2007 :



Après avoir vu les réalités géographiques de la Commune d'*Ambohimanga*, voyons maintenant la situation géographique.

Section 2 : Situation démographique

1.2.1 La population

On dénombre 17 763 habitants en 2007 au niveau de la Commune *Ambohimanga Rova* (Source : Commune rurale *Ambohimanga Rova* 2007). La densité de la population s'élève à 394 habitants/km². Ce chiffre est légèrement inférieur aux densités de la population dans la région *Analamanga*, de même pour les Communes environnantes. Notons également la concentration de la population au niveau du chef-lieu de la commune et ce, du fait du rapprochement vers les divers services administratifs, commerciaux et d'autre.

1.2 .2 Répartition de la population

Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par fokontany

FOKONTANY	HOMME	FEMME	TOTAL
Mahatsinjo	382	466	848
Imanja	152	173	325
Ambohitrimo	234	232	466
Ankazobe	390	410	800
Ambodisiarivo	1144	266	1400
Ambohidahy	589	650	1239
Ambohimanga	227	337	1200
Ambohitrandriamanjaka			862
Anosiarivo	382	466	848
Manankasina			360
Vakinampasika	244	256	500
Iavoambony			819
Imeritsiafindra			258
Antsahakely	438	375	813
Ambohimarina			492
Soavinimerina	468	732	1200
Avarakady			1120

Malaza	333	372	705
Ambohimandroso	373	368	741
Soamona	224	240	464
Fiekena	154	145	299
Soavinandriamanitra	445	225	870
TOTAL			16599

Source : 22 Chef des fokontany, Novembre 2007.

Taille moyenne de ménage : 06

Densité: 394 habitants/ km²

65% de la population sont actives. Cette situation montre que la population de la Commune rurale d'*Ambohimanga* est jeune.

1.2.3 Les activités de la population

Parmi la population qui vit dans la Commune d'*Ambohimanga Rova*, 25 % seulement sont des agriculteurs et éleveurs, les autres s'orientent vers l'artisanat et la broderie avec une large participation des femmes. Par ailleurs, il existe des jeunes exerçant des activités touristiques autour du Rova comme guide par exemple pour attirer les touristes surtout pendant la haute saison (entre le mois d'août et le mois octobre). Les fonctionnaires exercent des activités comme enseignants de l'EPP ou CEG, médecin du CSB, et responsable de l'élevage, etc. En outre, *Ambohimanga* fournissent également des ouvriers pour les zones franches qui se situent dans les communes environnantes comme *Ivato, Anosy avaratra, Ankadikely ilafy, Lazaina*, etc...

Ambohimanga est caractérisée par un taux de chômage assez élevé avec plus de 50% de la population active selon les enquêtes menées en 2007. Les causes principales en sont la faiblesse de l'éducation conjuguée avec l'insuffisance des terres exploitables. La situation est cependant en train de s'améliorer par suite de l'implantation des zones franches au niveau des communes riveraines.

En l'absence d'activité rémunératrice et du fait de l'insuffisance des infrastructures socio-économiques, notamment les établissements scolaires et sanitaires et les marchés conjuguées avec la proximité de la capitale, la population d'*Ambohimanga* est caractérisée par des déplacements hebdomadaires (vers les marchés de *Talata Volonondry, Andravoahangy, Sabotsy Namehana, Imerimandroso Ivato*) voire journaliers (pour

l'éducation ou pour les travaux quotidiens) vers Antananarivo et vers les communes environnantes.

Les réalités démographiques et environnementales dans la Commune rurale d'*Ambohimanga* sont très importantes à savoir, mais il y a aussi les réalités socio-économiques que nous allons voir prochainement.

Section 3 : Situation économique

Comme stipulé ci-dessus, bien que la Commune *Ambohimanga Rova* est classée commune rurale, 25 % seulement de la population sont des vrais paysans.

1.3.1 Agriculture

Les principales spéculations pratiquées par les paysans sont les cultures vivrières comme le riz, le manioc et le maïs. Mais devant l'étroitesse de terrain des cultures, l'insuffisance des matériels, l'application des techniques rudimentaires, la vétusté des infrastructures hydroagricoles et surtout la faiblesse du pouvoir d'achat, le rendement est faible et les paysans n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins.

Tableau 3 : La production agricole de la commune

Année	Paddy		Manioc		Maïs	
	Superficie (ha)	Production (T/an)	Superficie (ha)	Production (T/an)	Superficie (ha)	Production (T/an)
2005	379	1 008	1 419	196	10,2	7,38
2006	379	1 176	1 935	224	15	8,5
2007	444	1 413	2 017	302	28	9,6

Source : *Analyse diagnostic, Commune Ambohimanga Rova, 2007*

La production pour les cultures vivrières est totalement destinée à la consommation familiale et à la provision de semences de la prochaine année culturale. Les principaux problèmes pour la riziculture étant la non maîtrise de l'eau (vétuste et/ou absence d'ouvrages d'irrigation, de drainage et de protection) et la propagation des maladies des cultures (poux de riz, *kalabe*, *kalafotsy*). Sur le plan technique, on peut constater que la

technique traditionnelle disparaît peu à peu, mais les matériels restent toujours archaïques devant la faiblesse du pouvoir d'achat.

Outre les cultures vivrières, la population a exercé également depuis quelques années les cultures de légumes surtout en contre saison. Citons le haricot vert, le chou, l'oignon, les brèdes et d'autres. Selon les enquêtes au niveau de quelques agriculteurs, la production pour ces spéculations s'améliore d'année en année et la Commune est en train de se démarquer par rapport aux autres Communes environnantes. Les causes en sont la valorisation des terres non exploitées conjuguées avec l'utilisation progressive des techniques culturales améliorées. Ces spéculations sont surtout destinées à l'approvisionnement de la capitale, notamment le marché d'*Andravoahangy* et tiennent une place très importante dans les revenus des agriculteurs. Malheureusement, aucune donnée statistique n'est disponible sur leur situation.

1.3.2 Elevage

Outre l'agriculture, l'élevage constitue également le moteur de développement de la Commune *Ambohimanga Rova*. Les diverses spéculations pouvant être réalisées sur les Hautes terres sont pratiquées selon le tableau suivant :

Tableau 4 : Les types d'élevage

Année	Bovin	Porcin	Volaille	Mouton	Chèvre
2005	1 513	2 391	4 596	12	02
2006	1 694	2 683	5 619	18	02
2007	1 717	2 906	5 823	23	03

Source : Analyse diagnostic, Commune Ambohimanga Rova, 2007.

Les bovidés assurent l'appui des agriculteurs pour le travail de la terre (traction animale) et le transport (charrette). Ils constituent également le placement ou l'épargne pour les ménages.

Les autres spéculations sont par contre destinées au commerce. Mais, devant l'inexistence du marché communal, les éleveurs sont contraints d'acheminer leurs volailles vers d'autres marchés comme *Sabotsy Namehana*, *Talata Volonondry* ...

Actuellement, l'élevage est en difficulté à cause de l'insuffisance d'appui technique du service d'élevage d'*Antananarivo Avaradrano*. La technique d'élevage est encore traditionnelle et la Commune ne dispose que d'un (01) adjoint technique d'élevage qui en assure la vaccination des animaux dans tous les fokontany. De plus, des maladies des animaux se propagent du fait du manque de soin plus approprié. Les maladies les plus fréquentes sont la bilharziose, le *besoroka* et la peste porcine. Force est de remarquer que la cherté du prix de provende et des vaccins préoccupe désormais les éleveurs. Ainsi, cette situation les empêche de produire massivement. Signalons, cependant, l'augmentation annuelle des cheptels (Cf. tableau ci-dessus) par suite de la motivation de la population et l'adoption progressive des techniques améliorées.

1.3.3 Artisanat

La vannerie, la broderie, la menuiserie, la confection, la maçonnerie et la briqueterie sont les principales activités qui constituent l'artisanat de la Commune rurale d'*Ambohimanga Rova*. On enregistre 235 artisans, mais les problèmes fondamentaux sont l'insuffisance de fonds pour le développement et la modernisation de la filière. En effet, les difficultés rencontrées par les 90% d'artisans d'*Ambohimanga Rova* sont généralement l'écoulement des produits que dépend habituellement de la saison et de la demande. Toutefois, les clients se trouvent à l'extérieur de la Commune et la plupart des artisans se plaignent de la difficulté des ventes surtout pendant la période de soudure.

70 % d'entre eux sont des jeunes filles qui s'orientent vers la broderie. Malheureusement, ces jeunes filles sont des sous-traitantes parce qu'elles ne disposent pas de fonds adéquat pour assurer le déroulement de leurs activités (Exemple : 2000 Ariary à 3000 Ariary pour la confection d'une nappe). En effet, la vente de ces produits artisanaux n'est pas rentable pour eux. Par contre, les sculpteurs autour du *Rova* gagnent plus de bénéfice par rapport aux autres artisans avec la visite des touristes nationaux et étrangers. Mais les matières premières restent les problèmes fondamentaux pour eux puisque la forêt autour du *Rova* est strictement interdite. En effet, ils doivent aller plus loin pour acquérir les diverses matières premières (*Talata Volonondry, Anjozorobe*).

Signalons au passage que malgré leur bénéfice, notamment pour ceux opérant aux alentours du palais, les artisans ne contribuent pas jusqu'à maintenant aux recettes fiscales de la Commune.

1.3.4 Commerce

Il est vraiment difficile pour les paysans de vendre leurs productions agricoles sur place puisqu'*Ambohimanga* ne dispose pas de marché communal. Ainsi, ils sont contraints de rejoindre hebdomadairement les marchés des communes environnantes et d'Antananarivo dont le samedi pour *Sabotsy Namehana*, le mercredi pour *Andravoahangy*, le mardi pour *Talata Volonondry* et le lundi pour *Imerimandroso Ivato*.

Par ailleurs, on note l'omniprésence des épiciers dans tous les *fokontany* mais la plupart d'entre eux n'arrivent pas à répondre à la demande des consommateurs. En effet, ces derniers doivent rejoindre également les marchés environnants voire *Antananarivo renivohitra* pour leurs achats.

1.3.5 Tourisme et hôtellerie

Ambohimanga est un pôle d'attraction touristique de par la présence du palais royal. Ce dernier attire beaucoup de touristes tant nationaux qu'internationaux. En effet, le palais est classé patrimoine mondial depuis l'année 2001. La gestion est assurée par l'ONG *Ravaka* et *OSCAR* avec l'appui du ministère de tourisme. La période de la haute saison se situe entre le mois de juillet et octobre. La visite du palais royal est triplée pendant cette période. En outre, il existe des artisans qui vendent leurs produits de sculpture et de broderie à l'entrée du palais pendant cette visite.

Outre le palais, la Commune dispose des « *doany* » ou lieu de culte traditionnel situés à *Mangabe* (*Fokontany Ambohimanga*), *Ankazomalaza* (*Fokontany Ankazobe*), *Ambatondradama* (*Fokontany Ambohitrimo*) et *Anosiarivo*. Ces sites font également de circuit pour les touristes, notamment pendant la célébration du festival « *Alamahadibe* ». Mais les voies d'accès sont difficilement praticables voire inexistantes, ce qui nécessite une réhabilitation ou de nouveaux aménagements.

Enfin, de par sa proximité avec la capitale, *Ambohimanga* a été choisie par beaucoup d'opérateurs pour l'installation d'espace de loisir et d'hôtel restaurant, à savoir le Relais du *Rova*, l'espace *Eldorado*, et l'Espace *Jeanni*. Ces espaces accueillent presque hebdomadairement des cabarets ou des spectacles des grands artistes de Madagascar. Chaque manifestation rapporte à la Commune une taxe équivalente à 5 000 *Ariary* plus la valeur de 5 billets d'entrée.

Le principal problème pour le tourisme est le manque de transparence sur la gestion et l'utilisation des taxes et ristournes. Notons que pour la gestion du palais, la Commune perçoit 15% des droits d'entrée.

1.3.6 Transport

Le transport entre *Ambohimanga* et les autres communes avoisinantes et la ville d'Antananarivo est monopolisée par une seule coopérative *FAFIAVA*. Le coût du transport s'élève à 700 *Ariary*, avec une mauvaise qualité de service, notamment les longues attentes pour les départs et au niveau de chaque arrêt, conjuguées avec l'insuffisance de voiture en service. Malgré cette situation, le nombre des passagers ne cesse d'augmenter à cause des touristes nationaux. Pour ce, la population espère l'existence d'une concurrence loyale au sein du transport entre *Antananarivo* et *Ambohimanga Rova*.

Telles sont les réalités socio-économiques. Qu'en est-il des réalités socio culturelles dans la Commune d'*Ambohimanga* ?

Section 4 : Situation Socio culturelle

1.4.1 Us et coutumes

Certaines personnes célèbrent les fêtes traditionnelles malgaches comme « le *tsinam-bolana ou demi-lune, l'Alahamadibe*,*traduction en français* etc.... ». Les dites fêtes sont organisées dans le palais. Comme tabous, il est interdit d'apporter de viande de porc et d'oignon dans les alentours du palais. Les habitants préservent inlassablement la pratique sociale traditionnelle malgré la religion chrétienne syncrétique.

On peut citer quelques rituels:

- ❖ Le rite de retournement des morts ou littéralement « le *famadihana* »;
- ❖ La circoncision pendant l'hiver;
- ❖ La consultation des voyants ou littéralement “les *mpanandro* » pour fixer les jours bénéfiques pour la construction de maisons, des tombeaux ou pour la pratique des cultes des ancêtres. (maison, tombeaux, *famadihana*);
- ❖ La consultation des guérisseurs traditionnels;

1.4.2 La religion

A part l'islamisme, presque toutes les autres religions existantes à Madagascar se rencontrent à *Ambohimanga Rova*. Cependant, le christianisme attire plus l'attention des gens de la Commune à l'instar du protestantisme et du catholicisme.

Tableau 5 : Les édifices religieux existants

Eglises	Localisation	Nombre des églises
ECAR	Ambohimanga	01
	Manankasina	01
	Malaza	01
	Soavinimerina	01
	Antsahakely	01
FJKM	Ambohimanga	02
	Imeritsiafindra	01
	Ambohidahy	01
	Ambohitrandriamanjaka	01
	Ankazobe	01
	Ambohimandroso	01
	Mahatsinjo	01
	Anosiarivo	01
	Soavinimerina	01
Fifohazana	Ankazobe	01
ANGLIKANA	Mahatsinjo	01
	Malaza	01
	Ambohimanga	01
Jesosy Mamonjy	Vakinampasika	01
	Ambodisiarivo	01
	Avarakady	01
	Malaza	01
METM	Iavoambony	01
Pentekotista	Soavinimerina	01
	Avarakady	01
Adventiste	Soavinimerina	01
	Anosiarivo	01
Apokalipsy	Vakinampasika	01
Rhema	Imanja	01

Kristy fanavaozana	Ambohitrimo	01
	Soavinandriamanitra	01
TOTAL		32

Source : Diagnostic participatif, Novembre 2007.

Le protestantisme et le catholicisme ont beaucoup d'adeptes au niveau de la commune. La religion chrétienne et la pratique des cultes des ancêtres sont inséparables pour certains chrétiens.

Après avoir vu l'état des lieux dans la Commune rurale d'Ambohimanga Rova, il est temps de parler de la section suivante constituées par les généralités concernant la révolution verte.

Section 5 : Généralités concernant la révolution verte et durable

Concernant le contexte de la mondialisation depuis l'année dernière, le monde a subi deux crises majeures tout à tour, d'abord la crise alimentaire, puis la crise financière qui ont provoqué divers impacts tant sur le plan humain, social, culturel mais aussi sur les flux d'échanges internationaux marqués par la baisse du prix de pétrole, condamnant les pays industrialisés à réduire leur consommation. Les bourses à New York n'ont cessé de chuter entraînant le licenciement en masse de grandes entreprises internationales (General Motors, Chrysler), la fermeture des banques (Lehman Brothers). Mais ce qui nous intéresse, c'est surtout la crise alimentaire mondiale, les pays africains sont les plus concernés surtout les plus pauvres (Madagascar, la Somalie, la Tanzanie..). Pour remédier à ce problème, est né le concept de sécurité alimentaire même si elle était auparavant appelée « autosuffisance alimentaire » et « souveraineté alimentaire ».

En raison de la situation explosive, une conférence de haut niveau, appelée Sommet mondial de la sécurité alimentaire, a été organisée au siège de la FAO à Rome avec la présence effective du Secrétaire Général de l'ONU Ban-Kin-Moon.

Les pays en développement sont exposés à une menace potentielle. Les 850 affamés cités plus haut s'y trouvent. Habitat des trois quart des plus démunis au monde (121 millions), l'Afrique subsaharienne dont fait partie Madagascar demeure à jamais une région particulièrement vulnérable au déséquilibre alimentaire mondial.

Les 32 millions de riziculteurs de la région parviennent à produire seulement les 55% des besoins africains. En conséquence, le continent doit le manque de 45% restants aux pays asiatiques, lesquels étant à 90% des producteurs et consommateurs de riz.

En 2004, la Thaïlande, à elle seule a approvisionné 38 pays en Afrique pour un volume total de 3063 350 tonnes de riz. Une quantité a représenté 60% des importations en riz du continent à l'époque. En 2006, le volume des importations a dépassé les 9 millions de tonnes d'un coût estimé de 2 milliards de dollars.

La menace est réelle pour l'Afrique subsaharienne quand les grands producteurs asiatiques ont décidé en début 2008 de geler les exportations de leurs produits. Ils sont aussi confrontés au problème de croissance géographique ces dix dernières années alors que les productions annuelles ont connu une baisse progressive.

Quant à Madagascar, le pays a changé de statut au fil des ans. Exportateur de riz avant et après l'indépendance, il est en train d'importer du riz pour ses habitants.

Chaque année, le pays a besoin d'acheter ailleurs au minimum 150 000tonnes de riz décortiqué. En effet, la moyenne annuelle de production nationale (3 420 000tonnes en moyenne, un Malgache consomme 120 kg de riz par an ; ainsi la moyenne africaine est de 18,33kg/habitant entre 2001 et 2005.

Maintenant, la révolution verte est remise à goût du jour pour tenter de sceller pour de bon la sécurité alimentaire mondiale.

1.5.1 Rappel historique

La Révolution Verte tant vantée aujourd'hui est loin d'être une nouveauté historique du XXIème. La Fondation ⁴Rockefeller est à l'origine de cette initiative dans les années 40, suite à un voyage d'étude au Mexique organisé en 1946 par Nelson Rockefeller et l'ancien Secrétaire américain à l'agriculture lors du New Deal Henry Wallace, fondateur de la multinationale semencière « Pioneer Hi-Bred Seed compagny ».⁵

La nouvelle approche de l'agriculture initiée par les Américains hors du territoire américain porte ses fruits très vite, les pratiques gagnent du terrain en Amérique latine et s'exportent en Asie peut-être pour contrecarrer la révolution rouge en Chine et l'expansion de l'idéologie ⁶socialiste.

Entre temps, un réseau de centres de recherche agronomique international s'est mis en place pour soutenir les actions de la fondation Rockefeller. Le Groupe consultatif pour

⁴ Cf.<http://www.rockfound.org>

⁵ Cf.<http://www.newssofttomorrow.org>

⁶ Cela s'est produit en pleine Guerre Froide (1945-1991) opposant le bloc capitaliste dirigé par les Etats-Unis au bloc socialiste conduit par l'ex Union des Républiques socialistes soviétiques.

la recherche agricole internationale (CG⁷IAR) ayant son siège à Nairobi Kenya a vu le jour en 1971. La révolution verte a marqué ainsi son entrée officielle en Afrique.

Mais les conséquences écologiques y afférentes sont catastrophiques dans les pays du tiers-monde. Le sol devient aride à cause de l'utilisation à outrance des engrains et pesticides. Les critiques fusent de partout dans le cadre actuel de la réédition de la révolution verte.

La tendance consiste à reprendre les principes appliqués dans les années 40. D'où l'appellation de « révolution verte 2 ».

1.5.2 Phénomène de dépendance

Les critiques sont loin d'être tendres envers la révolution verte, quelque soit son efficacité. Selon eux, l'initiative est une brillante opération marketing afin de développer une activité mondiale d'agrobusiness qui permettrait ensuite à Rockefeller de monopoliser le domaine agricole.⁸

Sur cette lancée, le nom du grand-père Rockefeller qui a monopolisé l'industrie pétrolière américaine 50 ans auparavant est évoqué. Les mots d'ordre de la Fondation Rockefeller sont les suivants : « Si vous contrôlez le pétrole, vous contrôlez le pays, mais si vous contrôlez les semences, vous contrôlez l'alimentation. Et celui qui contrôle l'alimentation tient la population en son pouvoir.

Officiellement lancée le 12 septembre 2006 à Seattle New York sur l'initiative de la Fondation Bill Gates et de la Fondation Rockefeller, la révolution verte est financée à hauteur de 150 millions de dollars. La Fondation Bill Gates apporte les deux tiers du financement si le tiers revient à la Fondation Rockefeller, les deux fondations formant ainsi « l'Alliance pour la révolution verte en Afrique ».

Le projet aussi met en⁹ contribution le système de financement sous la supervision de la Banque mondiale, le FMI, l'Union Européenne, la FAO et l'OMC. Les géants du

⁷ L'africa focus rapporte ceci au sujet du centre : « La CIAGR a ainsi réussi à créer un précieux réseau d'amis et de personnes inféodées à travers le monde ; qui sont autant de porte d'entrée et d'agents d'influence pour les entreprises agroindustrielles américains dans les pays en voie de développement. Le principal facteur promu par le CGIAR est celui de la « révolution génétique », supposée résoudre tous les problèmes des pays en voie de développement »

⁸ Cf. l'article intitulé Africa : Green Révolution ? paru sur le site web <http://www.africafocus.org> le 15 octobre 2006

⁹ Nous avons trouvé sur le site internet de la Banque mondiale une information capitale à ce propos. Un financement de 100 millions de dollars est réservé pour le Burundi, le Burkina Faso Madagascar, le Ghana, le Mali, le Niger et le Côte d'Ivoire pour aider ces pays à importer des denrées alimentaires et de s'approvisionner en semences pour booster leur agriculture. Madagascar a obtenu sa part de 10 millions de dollars à l'occasion de la TICAD IV du 28 au 30 mai à Yokohama Japon.

commerce sont donc impliqués d'office. A travers l'Union africaine, les gouvernements sont appelés à prendre en considération le projet à l'image de l'ajustement structurel des années 70 et 80.

Sous cet angle, l'empressement de Madagascar à mettre en pratique la révolution verte durable est tout à fait compréhensible. Mais le pays joue le malin en ajoutant le substantif « durable » qui renvoie de fait à la dimension écologique du projet, une composante déterminante en matière de financement extérieur.

1.5.3 Coffre fort de l'apocalypse

En réalité, une perspective apocalyptique s'empare de l'Alliance pour la révolution verte en Afrique. Bill Gates finance un projet sous le nom de code officiel « Svalbard Global Seed Vault » à hauteur de 30 millions de dollars outre les apports financiers des membres du joint venture¹⁰.

IL s'agit de construire une grotte artificielle ou un « coffre de l'apocalypse » (doomsday vault) sous une montagne d'île de Splitzberg, un îlot de la Mer de Barents, à environ 1000 km du Pôle Nord.

Le site artificiel est destiné à stocker jusqu'à 3 millions de variétés de semences provenant du monde entier afin de « garantir la préservation de la diversité des produits agricoles pour le futur ».

Les semences seront spécialement emballées pour prévenir la formation de givre. Il n'y aura pas de personnel présent en permanence sur le site mais la relative difficulté d'accès du coffre-fort facilitera la surveillance du site à distance.

La grotte artificielle est fermée par les doubles portes anti-explosions, équipées de système d'alarme de ses anticontamination et aux parois renforcées par du béton armé d'un mètre d'épaisseur¹¹. Des choses fascinantes se cachent derrière la quête effrénée de l'argent.

¹⁰ Voici la liste des bailleurs de la création de la « banque de semences en cas d'apocalypse » : le gouvernement norvégien, Bill & Melinda Gates Foundation, le géant de l'agriculture industrielle Du Pont/Pioneer Hi-Bred, le plus grand détenteur au monde de brevets agricoles pour des semences OGM et les produits agrochimiques qui les accompagnent, la Syngenta, la multinationale basée en Suisse, spécialisée dans les OGM et les semences agroindustrielles, la Rockefeller Foundation à l'origine de la « révolution génétique ». Cette dernière a investi plus de 100 millions de dollars ces 30 dernières années dans la recherche génétique.

¹¹ <http://www.africafocus.org>

1.5.4 Révolution verte durable à Madagascar

D'une manière très brève, la révolution verte et durable constitue le défi n°3 de l'engagement n°4 sur le développement rural du programme présidentiel « Madagascar Action Plan » (2007- 2012).

L'initiative vise à doubler en 2009 le volume de production agricole à Madagascar et à les tripler en 2012, tous secteurs confondus. Les 3 420 000 tonnes de riz produites en 2005 devraient être augmentées jusqu'à 7 000 000 tonnes en 2012.

Les stratégies à mettre en œuvre mettent l'accent sur :

- l'amélioration de la productivité
- l'augmentation des surfaces cultivées
- la fourniture et l'assistance en semence et en engrais.

Ci-après, voyons les cinq piliers de la révolution verte à Madagascar :

- semences améliorées
- utilisation des engrais (urée, guanomad)
- entretien des canaux d'irrigation
- matériels agricoles motorisés
- techniques culturelles modernes.

En bref, un discours scientiste, positiviste et glorifiant le marché et la libre entreprise habille la révolution verte. Elle est vue comme unique moyen de mettre fin à la crise alimentaire dans le monde. Parallèlement, elle véhicule une agriculture globalisée pilotée par des puissances financières mondiales. Des actions américaines dominent insidieusement la révolution verte et durable à Madagascar.

Après avoir vu la généralité concernant la révolution verte, voyons maintenant les constats de la réalité par l'intermédiaire de l'approche FFOR (Forces/Faiblesses/Opportunités/Risques ou Contraintes).

CHAPITRE II- CONSTATS DE LA REALITE

Ici aussi, il serait utile de citer tous les problèmes rencontrés lors de notre dernière descente sur terrain en procédant par l'approche FFOR

Section 6 : Approche FFOR

1.6.1 Forces

Chaque *fokontany* qui a fait l'objet de notre investigation a chacune sa particularité en terme de point fort concernant les infrastructures hydroagricoles, les eaux des rizières sont bien maîtrisées, la majorité de la population est intéressée par l'intégration des techniques culturales améliorées (SRI et SRA). C'est le cas des agriculteurs du *fokontany* d'Iavoambony. IL ne faut pas oublier aussi que le chef *fokontany* et les 2 AV collaborent bien et sont conscients de l'intérêt de la nouvelle technique lors de l'entretien que nous avons mené.

Ceux du *fokontany* *Malaza* aussi sont arrivés en masse lors de la formation théorique en matière de SRI et SRA. Beaucoup sont d'accord pour commencer la nouvelle technique. En plus, ces agriculteurs pratiquent la culture de contre saison comme les légumes, les produits maraîchers (oignons, tomates) après la récolte pour bien entretenir la fertilité du sol et pour prévenir la période de soudure car les récoltes sont encore insuffisantes. Ils ont eu une bonne attitude après la tenue de la formation.

Les paysans habitant dans le *fokontany* de *Manakasina* possèdent des rizières à moyenne maîtrise d'eau et ils ont des canaux d'irrigation, donc ils peuvent bien pratiquer les techniques culturales améliorées. Néanmoins quelques agriculteurs seulement sont intéressés et sont venus lors de la formation.

Ceux appartenant du *fokontany* *Vakinampasika* aussi pratiquent déjà la nouvelle technique ; de plus ils possèdent des rizières à bonne et moyenne maîtrise d'eau et enfin ils possèdent une infrastructure hydroagricole.

Les paysans d'*Ambohidahy* aussi pratiquent déjà le SRI et le SRA; de plus, le chef *fokontany* est très dynamique et très disponible. Ils pratiquent également des cultures de contre saison qui sont vraiment un atout pour les agriculteurs s'ils veulent développer la filière agricole.

Enfin pour les agriculteurs issus du *fokontany* d'*Imeritsiafandra* aussi sont motivés, d'ailleurs quelques-uns pratiquent déjà la technique culturale améliorée, même si ce n'est pas encore la majorité. Le chef *fokontany* est très dynamique et compétent. Nous avons noté une bonne réaction des agriculteurs à la fin de la formation, ce qui est une bonne chose pour nous formateurs.

1.6.2 Faiblesses

Après notre observation et la tenue de la première réunion avec les chefs *fokontany* et les AV avant la tenue d'une formation technique au sein des 6 *fokontany* d'intervention, nous avons noté beaucoup d'inconvénients par rapport à l'intégration du SRI et SRA au niveau des 6 *fokontany*.

En général, c'est l'inexistence de matériels (sarclées, pulvérisateur pour lutter contre les maladies de riz, infrastructure hydroagricole) qui handicapent la plupart des paysans au niveau des 6 *fokontany*. Ajouter à cela aussi le manque d'intrants comme le guano, NPK engrais facteurs de prolifération de la production rizicole. Toutefois la Commune par l'intermédiaire du DRDR a fait l'effort de s'approprier, mais il y eut un retard conséquent dans l'approvisionnement des paysans, donc cela a eu un impact négatif sur le projet car beaucoup de paysans au niveau des 6 *fokontany* ont désisté et ont préféré continuer le système de riziculture traditionnel (SRT).

Il y a aussi la peur de prise de risque dans l'adhésion de la nouvelle technique, la majorité attend ces voisins pour essayer à leur tour. Les paysans de *Malaza* ne sont pas convaincus des avantages de la nouvelle technique à cause du mauvais état de leurs rizières. Géographiquement parlant, la plupart des rizières au niveau du *fokontany* de *Malaza* sont placées dans une cuvette et faute d'ouvrage hydroagricole, ces rizières sont toujours inondées presque chaque année. Pratiquement il est quasi impossible de réaliser les techniques culturales améliorées. Les AV ou Animateurs Villageois désignés par le Maire ont été indisponibles sur les lieux lors de notre visite préliminaire. Que ce soit dans le *fokontany* *Vakinampasika* et de *Manakasina*, par rapport au nombre réel d'agriculteurs, peu seulement ont répondu présent lors de la formation, cela à cause de l'incompétence du chef *fokontany* et des AV surtout ceux du *fokontany* de *Vakinampasika* dans l'accomplissement de leur travail.

La quasi intégralité des paysans n'ose s'engager dans l'octroi d'engrais par peur de ne pouvoir rembourser à temps, alors qu'on leur propose déjà des prix à moitié. Au niveau du *fokontany* d'*Ambohidahy*, les 2 AV désignés ont toujours été disponibles lors de notre

descente. A cause de la faiblesse du pouvoir d'achat, ils doivent travailler en ville donc pour subvenir aux besoins de leur famille.

1.6.3 Opportunités

Nous avons observé et décrit quelques opportunités concernant la diffusion de ces nouvelles techniques culturales dans la vie des paysans au niveau des 6 *fokontany* d'intervention. En résumé, les paysans issus des 6 *fokontany* sont en partie intéressés, d'après notre enquête et la tenue d'une formation technique à cause du bon état des rizières pour certains *fokontany* (*Vakinampasika, Manakasina et Iavoambony*) qui est vraiment un atout à ne pas négliger.

D'autres aussi ont soif de changement et sont convaincus des avantages du SRI et SRA, surtout les dirigeants et ceux qui ont une grande superficie de terrains. Les autres préfèrent encore attendre et voir si leurs voisins vont réussir. Certains enquêtés ont déjà pratiqué les Techniques culturales améliorées, bien avant notre arrivée, ce qui était encourageant. Toutefois plusieurs efforts restent à faire pour bien identifier le problème de passivité des paysans.

1.6.4 Risques ou contraintes

Même si notre étude se situe dans le cadre du projet Révolution Verte et Durable, il est important de signaler ici quelques contraintes venant du DRDR comme le retard de la mise en œuvre. Donc du coup, notre enquête a coïncidé dans la saison du repiquage, ce qui a causé un facteur de blocage comme l'indisponibilité des chefs *fokontany*, aussi que des AV et enfin les agriculteurs cibles de l'étude même. Lors de la formation, les agriculteurs issus des 6 *fokontany* n'étaient pas ponctuels ; par conséquent, nous avons précipité la réalisation car quelques *fokontany* comme *Manakasina, Ambohidahy et Imeritsiafindra* sont dépourvus d'électricité. Il y a aussi un facteur socio-culturel à prendre en compte, c'est le cas du retard de la distribution des semences aux paysans qui ont été intéressés par l'utilisation des techniques culturales améliorées. Donc à la fin de la mise en œuvre, peu de paysans ont été sensibilisés et d'autres sont obligés d'attendre la prochaine saison culturelle pour essayer cette nouvelle technique.

Voilà un peu près l'état des lieux dont nous pouvons affirmer ici, en raisonnant par l'approche FFOR (Forces, Faiblesses, Opportunités et Risques ou Contraintes). Cet outil nous a été utile dans l'analyse des faits que nous avons observés sur terrain car il faut

savoir comparer ce qu'on a vu sur terrain et les données discursives obtenues lors des enquêtes avec la formation dispensées auprès des paysans au niveau des 6 *fokontany*.

Conclusion partielle

Après l'état de lieux et les enquêtes que nous avons effectués sur terrain, force est de constater que des avantages et des contraintes existent au niveau de l'agriculture tels que les matériels, les intrants et l'usage des techniques culturales améliorées au niveau des 6 *fokontany*. Néanmoins, les paysans sont convaincus de l'intérêt de la nouvelle pratique, surtout les Chefs *fokontany* et les AV de chaque *fokontany* d'intervention et aussi pour servir de modèle par rapport aux autres paysans non encore convaincus. Ces derniers affichent quelques résistances d'ordre psychologique, économique, géographique et sociologique. Il est vrai que la technique culturale améliorée nécessite quelques exigences comme une rizière à bonne maîtrise d'eau ou une rizière à moyenne maîtrise d'eau, une rizière fertile et bien préparée et des semences bien sélectionnées et enfin la possession des matériels (sarcluse). Mais l'équipe et le DRDR sont là pour chercher une solution à ces problèmes en dépit du temps d'intervention très courte, nous pensons mener jusqu'à la fin notre mission (tenue d'une formation technique et pratique, élaboration d'un *Dinampamokarana*...). Nous avons aussi jugé nécessaire d'évoquer l'historique du terme révolution verte à travers l'histoire pour bien cerner notre étude avant d'entamer la seconde partie.

DEUXIEME PARTIE :
Techniques culturelles améliorées et impact de
l'implantation de l'OTIV dans la vie des paysans

Dans cette deuxième partie, nous allons entrer dans les détails de notre étude, à savoir les résultats d'enquête socio-économique, d'observations et d'entretiens effectués auprès des autorités administratives telles les chefs *fokontany*, les responsables d'une institution de microfinance (OTIV) et enfin les paysans concernés par la réalisation de la révolution verte et la promotion du SRI et SRA au niveau de la Commune d'Ambohimanga. Enfin voir les réalités concernant l'accès au financement rural et son impact envers les paysans membres ou non membres

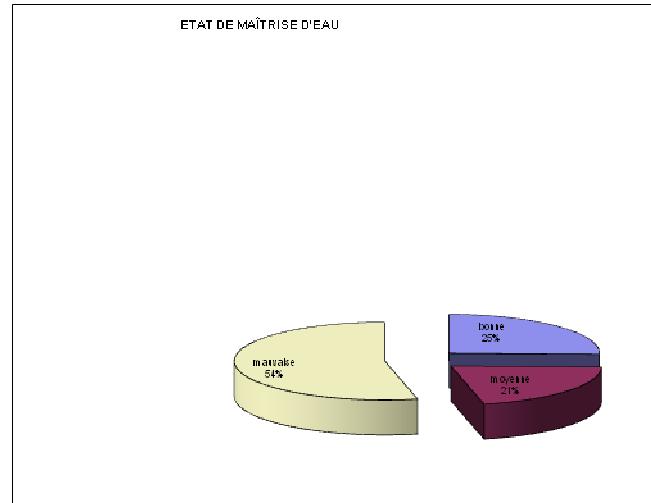
CHAPITRE1 : INTERPRETATION DES ENQUETES SOCIO-ECONOMIQUES AU NIVEAU DES PAYSANS DES 6 FOKONTANY AU NIVEAU DE LA COMMUNE AMBOHIMANGA

Section 7 : Enquête socio –économique

Nombre de ménages enquêtés : 59

Pour mieux explorer la réalité sur les pratiques culturelles, nous avons procédé à une enquête. Celle-ci est loin d'être exhaustive mais elle nous permet de voir la tendance générale.

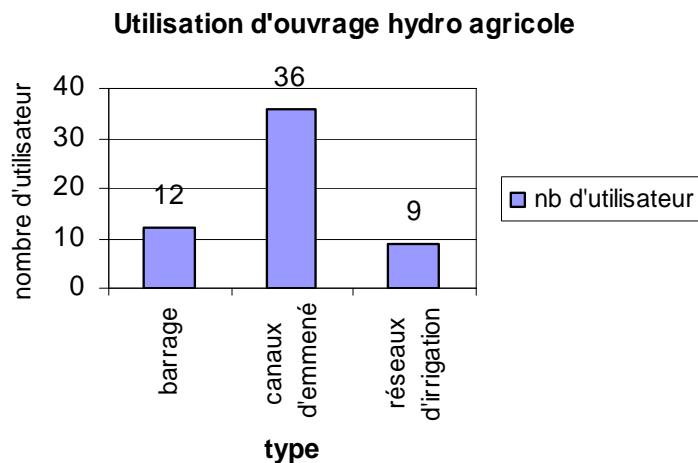
Graphique 1 : Etat de maîtrise d'eau



Source : Enquête personnelle, décembre 2008

Tout juste le quart de l'échantillon de l'enquête déclare avoir une bonne maîtrise d'eau dans leurs parcelles ; les 2/3 ont une rizière à moyenne maîtrise d'eau et une rizière avec une eau mal maîtrisée.

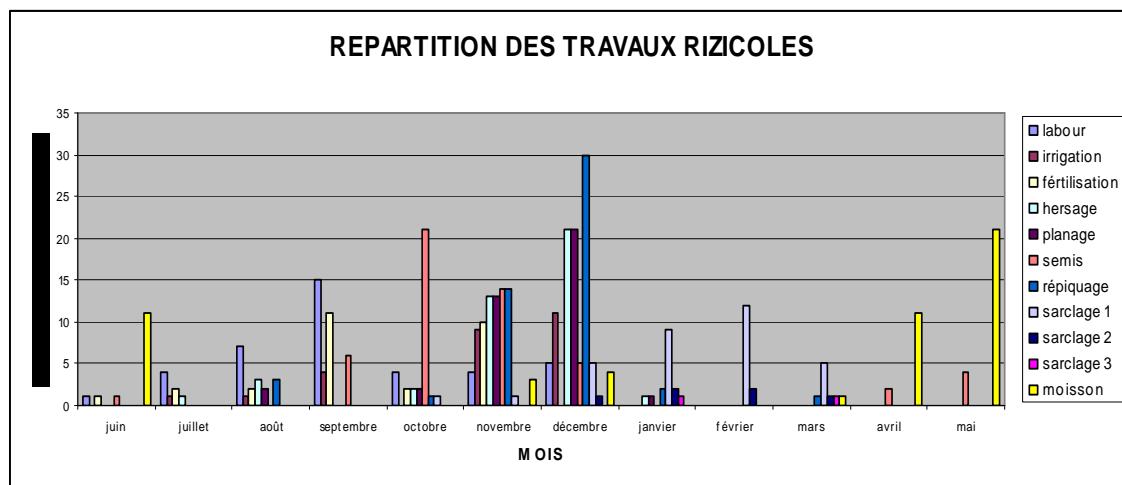
Graphique 2 : Utilisation d'ouvrage hydroagricole



Source : Enquête personnelle, décembre 2008

Seul le quart des enquêtés bénéficie directement des barrages pour l'irrigation de leurs parcelles ; les 2/3 utilisent les canaux d'emmenés et 1/6 se servent des réseaux d'irrigation

Graphique 3: Répartition des travaux agricoles

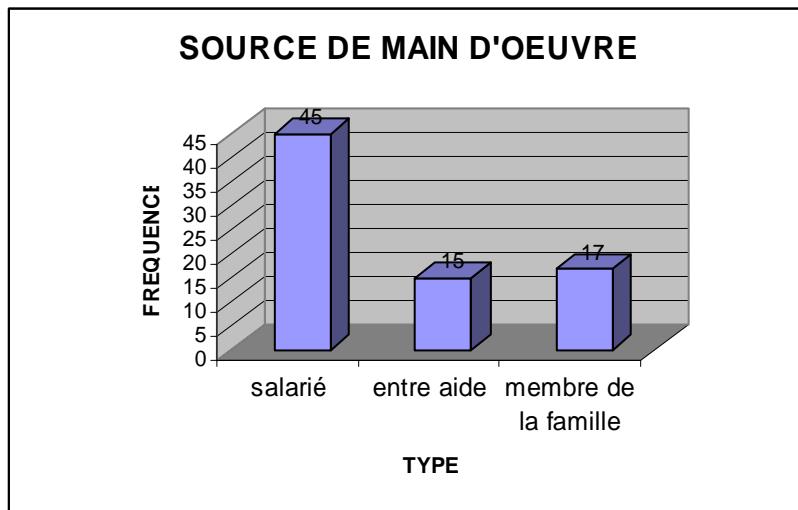


Source : Enquête personnelle, décembre 2008

Les travaux agricoles des paysans enquêtés commencent généralement au mois de juillet pour le labour, le mois d'août et septembre l'irrigation des rizières, la fertilisation le mois d'octobre et novembre et pour finir le repiquage qui pour la plupart (90%) commence au mois de décembre. Le premier sarclage vers le mois de janvier pour ceux qui ont pratiqué les techniques culturales améliorées et ceux qui vont encore le faire et le

second un mois après, c'est-à-dire au mois de février. La moisson se situe vers le mois de mars, avril jusqu'au mois de mai.

Graphique 4: Source de main d'œuvre



Source : Enquête personnelle, décembre 2008

Les paysans issus des 6 *fokontany* utilisent comme source de main-d'œuvre des salariées repiqueuses (45%), cela peut aussi se faire par l'entraide une forme de culture ancestrale (16%) et enfin les membres de la famille seuls s'occupent des travaux rizicoles faute de moyens financiers pour les uns (17%) et pour les autres par obligation.

Après les enquêtes que nous avons réalisées auprès des paysans issus des 6 *fokontany*, nous leur avons transmis les avantages de la pratique des techniques culturales améliorées par l'intermédiaire d'une formation technique par *fokontany* à savoir :

- Economie de semences
- Augmentation de la production grâce à l'amélioration du rendement.
- Revenu supplémentaire en pratiquant la culture maraîchère de contre saison.
- Possibilité de vendre ses excédents de production
- Amélioration de la qualité de vie.

Les 6 FKT d'intervention du projet au niveau de la Commune d'*Ambohimanga Rova* ont une surface cultivée très vaste pour la production rizicole. L'aide des paysans d'*Ambohimanga Rova* sur les équipements (intrant, matériel, semence,...) est importante pour qu'ils puissent augmenter leur volume de production. L'enquête menée auprès des MPL démontre les facteurs de blocage qui empêchent le doublement de la production rizicole dans ces 6 FKT sont :

- les paysans utilisent fréquemment de l'*angady* dans son travail,
- ils emploient moins de charrue et herse surtout sarclouse,
- le nombre de bœufs utilisés est très limité,
- la pratique traditionnelle est plus répandue (usage de fumure organique que chimique, semence non amélioré).

La production rizicole des paysans se limite seulement à l'autoconsommation donc est insuffisante.

Très peu de paysans de notre zone d'intervention adhèrent au réseau de micro finance car l'agence la plus proche est celle de l'OTIV de *Sabotsy Namehana*. En plus les conditions exigées par ces institutions sont loin de répondre à leur attente (pas de garantie matériel, taux d'intérêt élevé, faible rendement agricole, instabilité du marché).

La formation des paysans sur la culture de crédit est vraiment nécessaire si l'on veut inciter les paysans à faire du crédit agricole, d'une part, et avoir vraiment une culture entrepreneuriale, d'autre part ; si l'on veut vraiment professionnaliser la filière rizicole. Les paysans doivent oser investir de l'argent et en même temps aussi épargner pour prévenir les périodes de soudure en plus d'encadrement technique, sinon le cycle de la pauvreté s'amplifiera.

L'intérêt de notre étude réside aussi dans l'identification de facteurs de blocages. De l'historique des projets de développement jusqu'à aujourd'hui qui n'est pas encore bien palpable par les populations cibles, nous allons essayer de détailler en profondeur ces facteurs en cherchant leurs origines, voir leurs impacts sur la vie des gens en milieu rural et enfin apporter quelques solutions surtout de l'Etat.

CHAPITRE 2 : LES FACTEURS DE BLOCAGE ET LEURS ORIGINES

Section 8: Les différents facteurs de blocage

Après les observations et les enquêtes que nous avons effectuées auprès des paysans issus des 6 *fokontany* de la Commune d'Ambohimanga, il est important de noter quelques facteurs de blocages. Ils sont d'ordre historique, politique, économique, psychologique, sociologique et anthropologique. Ce sont ces facteurs qui poussent les paysans à résister à la diffusion des techniques culturelles améliorées.

1.8.1 Blocage historique : Héritage historique et conscience collective

Historiquement parlant, aucun projet de développement n'a été implanté en milieu rural depuis la 1^{ère} république, ce qui a causé un grand fossé entre la ville et la campagne alors que 70% des Malgaches vivent en milieu rural et font vivre les citadins sur le plan de l'alimentation (le riz, les produits maraîchers, la viande de bœuf et de porc...). Ce qui a frustré les paysans car ils se sentent exploités par des collecteurs venus de la ville car leur infrastructure est en mauvais état, non possession de moyens de transport pour vendre les produits en ville.

Dans cette partie historique, il nous faut voir, pour l'heure le fait que l'héritage historique laissé par les ancêtres est ancré dans la conscience collective des paysans et est transmis de génération en génération.

Seules les autorités administratives, ses familles et les paysans appartenant aux couches sociales favorisées qui sont plus ouverts et plus coopératifs, quant à l'adoption des techniques culturelles améliorées au détriment des plus pauvres et moins instruits qui sont plus conservateurs.

- Les valeurs ancestrales de la « *culture de subsistance* » n'ont pas permis une extension des surfaces cultivables ;
- la culture contemplative qui connaît des difficultés puisque l'accumulation des richesses ne se fait plus par les mêmes méthodes qu'auparavant,
- les réalités vécues au cours de la période coloniale qui laissent des traces indélébiles dans la structure économique de chaque *Fokontany*, par le fait que la plupart des terres ont été titrées et bornées dans ce laps de temps par les notables,
- la « *politique du ventre* » « *politikan'ny kibo* » initiée par la première République qui n'a pas trouvé suite,

- la politique collectiviste (le socialisme) laissée par la deuxième République avec son semblant de collectivisme qui a accentué la domination des riches sur les pauvres ;

Les impératifs de la modernité contemporaine qui pèsent sur les consciences, c'est-à-dire le foisonnement d'informations diverses (parfois politiques) qui cachent les repères habituels des paysans.

1.8.2 : Blocage politique : méfiance entre gouvernants et gouvernés

Pendant les trois premières Républiques, le monde rural a été toujours défavorisé, il n'était pas prêt pour recevoir de tels projets de développement car leurs acquis en matière d'infrastructure, de production rizicole, animale et artisanale sont insuffisants donc il est très difficile de les former pour une économie de marché. Ils se trouvent entre une idéologie collectiviste et capitaliste ; de plus, le monde rural est le lieu privilégié des propagandes et des promesses non tenues et non réalisées, cela a provoqué une méfiance dans l'adhésion au projet de développement et aux gouvernants. Ajouter à cela aussi le rejet mutuel de responsabilités entre les élus, les Chefs *fokontany* sont trop chargés de convocation et de travail alors qu'ils sont mal rémunérés. Toutes ces raisons causent un blocage aux paysans dans l'adhésion au politique de développement rural, vu les difficultés historico-politiques que l'Etat les a fait subir.

1.8.3 Blocage économique : prise de risque impossible à cause du métayage

D'après notre enquête, c'est surtout l'adoption du métayage qui freine encore l'adhésion des paysans aux techniques culturales améliorées. La plupart des paysans ne possèdent pas beaucoup de terrains donc sont obligés de travailler sur le terrain des autres. Cela pousse les paysans à ne pas investir dans les techniques culturales améliorées qui exigent beaucoup de charge de travail alors qu'ils sont mal rémunérés. Du coup, ils ne sont pas motivés, car ces métayers ne leur prêtent aucun matériel et ne leur donne aucun intrant, ce qui les décourage beaucoup ; donc ils se contentent de continuer l'ancienne pratique culturelle. Les métayers qui sont des riches propriétaires terriens sont surtout composés de « *zanak'ampielezana* » qui ne descendent dans la campagne qu'une fois par mois pour prier dans leurs églises ancestrales. Ils ne seront jamais mobilisés car ils habitent en ville et n'ont aucun pitié envers les paysans qui travaillent sur leurs terres ; seuls leurs bénéfices comptent au moment de la récolte (2/3) et seulement 1/3 pour les pauvres paysans.

1.8.4 Blocage psychologique : la culture de crédit

La culture de crédit que nous voulons insuffler dans les mœurs bute contre les blocages cités précédemment. Les critères d'intégrations à l'OTIV et au CECAM sont considérés comme trop durs et trop procéduraux. Les gens ont peur de ne pas pouvoir rembourser les prêts et de devoir payer des sommes qui ne sont pas à leur portée. Ce qui fait que les gens se méfient des procédures que l'on cherche à intégrer dans la vie quotidienne. Les mauvais exemples donnés par des réalités vécues dans la microfinance font que les gens soient méfiants. Nos enquêtes révèlent que l'adhésion à ces institutions de microfinance n'a fait qu'aggraver encore plus l'état de pauvreté. Ceux qui ont subi ces mésaventures poussent le reste de la population à ne pas y adhérer et ils sont entendus.

Nous voyons ainsi à quel point il faut d'abord établir des systèmes de garanties provenant de l'Etat pour sécuriser les ruraux. Par ailleurs, « *comment peut on réclamer des garanties à des gens qui n'ont rien ?* »¹². Certains ruraux redoutent même les aléas des contrats qui pourraient selon eux leur enlever le peu qui leur reste.

1.8.5 Blocage anthropologique: attentisme, perte d'attention

Le système de « *valin-tanana* » a encore sa place dans ces contrées, notamment pendant les périodes de repiquage. Cependant, les ruraux ont recours à des repiqueuses salariées. Cette dernière situation présente une caractéristique considérable, dans le sens où ce ne sont pas les cultivateurs eux-mêmes qui exécutent les tâches. Ce qui fait que le travail est fait à la hâte pour pouvoir terminer très tôt et passer à d'autres activités.

Nous avons stipulé plus haut que la logique qui prévaut dans ces contrées est celle de la gratuité. Mais s'ajoute à cela la logique d'attentisme. Premièrement, dans le fait qu'ils s'attendent à ce que les techniques culturelles améliorées aient prouvé leurs valeurs, avant de vouloir s'y lancer. Deuxièmement, il existe toujours l'attente selon laquelle l'Etat doive faire telle ou telle chose. De ce fait, ils ne pensent pas entreprendre dans de nouveaux domaines, mais s'en tiennent à ce qui existe, alors que ce qui existe leur échappe.

¹² Quelques propos du Maire de la Commune

1.8.6 Blocage sociologique : Le niveau très bas d'instruction

Le niveau d'étude est très bas. Très peu sont ceux qui sont passés par le secondaire. Il y en a même beaucoup qui ne savent pas signer leurs noms. Ce qui, d'après nous constitue un facteur de blocage non négligeable. Ils s'accrochent aux traditions, et ne semble pas vouloir s'en défaire, à moins qu'il y ait des techniciens qui les assistent. Nous pouvons même dire qu'ils sont devenus dépendants par cette situation. Se rejoignent alors ici le fait qu'ils n'utilisent pas de mesures conventionnelles pour évaluer leurs récoltes, ils sont de nature pessimiste. Ceux qui sont très mal lotis (et ils sont majoritaires) ne font que suivre les actes de ceux qui percent dans la société. Cette forme de reproduction sociale n'est même pas à prendre comme un avantage, mais comme une situation de dominants - dominés.

Nous nous sommes étonnés que les techniques introduites au cours de la période coloniale, pendant la première République, et au début de la deuxième République ne soient même plus pratiquées. Elles se sont perdues au cours des années qui ont passé, par les aléas historiques que nous avons cités auparavant, mais aussi par les données démographiques (taux de natalité, exode rurale, etc.). Ce qui a rendu plus difficiles les conditions de vie, et a empêché de garder les meilleures de ces techniques. Nous pouvons même pousser nos analyses, jusqu'à dire que les gens ne s'en souviennent plus, mais ils se rappellent surtout du mal que les « *contremaitres* » d'antan leur ont fait. Pour juger de cette situation, il faut considérer le fait que très peu d'entre eux pratiquent le « *ketsa ligne* ».

Après avoir identifié ces différents facteurs de blocage, nous allons voir ci-dessous sous forme de tableau l'analyse sociologique de l'étude menée au niveau des 6 *fokontany* selon l'approche vallée.

Tableau 6 : Analyse sociologique de l'étude

Problèmes ou réalités	Causes	Impacts	Solutions
- ¹³ Les FKT <i>Malaza</i> et <i>Vakinampasika</i> sont réticents par rapport au projet	-Manque d'intérêt de la population Attachement aux cultures traditionnelles (manque de temps, d'argent)	-Facteurs de blocage socio culturel, économique	-Renforcer la sensibilisation au niveau des paysans issus des deux FKT par les Chefs quartiers et AV des avantages de la technique de culture moderne
- ¹⁴ Existence de conflits entre les Chefs FKT de <i>Malaza</i> et <i>d'Iavoambony</i>	-Mauvaise répartition de canaux d'irrigation qui sont monopolisés par le FKT <i>d'Iavoambony</i>	-Conflits au niveau de deux parties et donc inégalité concernant le niveau de production	-La Commune et le DRDR doit gérer ces genres de conflits en construisant vite un barrage hydroagricole
-Insuffisance d'infrastructure hydroagricole	-Non priorisation du développement rural par le gouvernement malagasy	-Manque d'intérêt des paysans Frustration des MPL	-Chercher des moyens financiers pour construire un barrage hydroagricole
- ¹⁵ Retard du <i>Fokontany Malaza</i> par rapport à autres concernant le calendrier cultural	- <i>Fokontany Malaza</i> placée dans une cuvette donc est victime d'inondation chaque année	-Manque de motivation des MPL au niveau du FKT <i>Malaza</i> par rapport aux techniques de culture modernes	-Gérer vite ce problème par le DRDR et la Commune pour éviter le niveau de développement

¹³ Après la descente sur terrain que nous avons effectué au niveau des 6 FKT issus de l'intervention, seuls quelques FKT comme *Malaza* et *Vakinampasika* sont réticents par rapport au projet. Vu le manque d'intérêt de la population et l'attachement aux cultures traditionnelles qui nécessitent moins de temps, d'argent et de préparation par rapport aux cultures modernes. Un des aspects à prendre en compte aussi, c'est l'insuffisance d'infrastructure hydroagricole qui alimente en eau la vallée d'*Andranomasina*. Le FKT *Malaza* souffre beaucoup de ce désavantage car géographiquement parlant, les rizières sont placées dans une cuvette et sont toujours exposées à une éventuelle inondation lors du mauvais temps.

¹⁴ Sans oublier la mauvaise gestion du barrage qui est monopolisé par les MPL issus du FKT *d'Iavoambony* qui a déjà créé un conflit entre les 2chefs quartiers car les agriculteurs du FKT *Malaza* sont très en retard par rapport à ceux *d'Iavoambony* non seulement dans le calendrier cultural (semence, irrigation, repiquage) mais la plupart des rizières sont secs donc dépend entièrement de la pluie

¹⁵ FKT *Malaza* est très en retard par rapport à ceux *d'Iavoambony* non seulement dans le calendrier cultural (semence, irrigation, repiquage) mais la plupart des rizières sont secs donc dépend entièrement de la pluie

-Fidélité aux anciennes pratiques (cultures maraîchères pour compléter le manque de production agricole)	-Etroitesse des terrains Non pratique des TCA Peur de s'investir	-Pauvreté économique Attachement aux cultures d'autosubsistance	-Inexistence de sensibilisation, formation et assistance technique Renforcement de capacité des AV et des MPL
¹⁶ Mauvaise répartition des fonctions entre des AV et des Chefs FKT (Ambohidahy et Malaza)	-Les AV sont des personnes nommées par le DRDR et ils n'ont pas tenu compte de la disponibilité de ces personnes	-Les Chefs FKT travaillent seuls et sont très chargés	-Le DRDR doit demander l'avis du chef FKT avant de nommer ces AV car cela peut causer un facteur de blocage au projet
¹⁷ Manque de motivation financière des Chefs FKT et des AV	-Mal payés par l'Etat en dépit du charge de travail trop lourde	-Incompétences de ces deux entités Manque de rigueur Indisponibilité fréquente lors de la mission FKT (Ambohidahy et Malaza)	-Bien motiver les Chefs FKT et les AV pour avoir de bons résultats
-Paysans déçus par le non réalisation de la promesse faite par le DRDR par rapport au financement d'engrais et de matériels	-Lourdeur administrative	-Réticence de la plupart des paysans qui étaient motivés au départ	-Eviter ce genre de pratique à l'avenir car cela cause un frein au projet

¹⁶ D'après notre analyse, il y a une mauvaise répartition dans le travail du Chef *Fokontany* et celui de l'AV car les AV ne sont des personnes élues par la population contrairement au chef *Fokontany* mais sont nommés par le DRDR. Donc ce dernier n'a pas pris en compte la disponibilité de la personne par conséquent toutes les responsabilités tombent aux bras du chef *fokontany* (cas de celui d'*Ambohidahy* et de *Malaza*). Ces chefs *fokontany* ont affirmé que ces AV travaillaient en ville et ne sont libres que toutes les dimanches pour faire leurs tâches, d'autres sont préoccupés par la recherche d'argent journalier et donc ne sont pas motivés par le devoir social envers ses pairs.

¹⁷ Nous pouvons en déduire alors que c'est par manque de motivation financière qui leur pousse à mal travailler. Pareil aussi pour le Chef *fokontany* qui paraissait déborder lors de notre venu car il travaillait beaucoup et n'avait pas beaucoup de temps pour sensibiliser les autres membres de sa communauté, pour sa famille alors qu'ils sont mal payés. Ces 2 entités n'arrivaient pas à coordonner leur travail, c'est pourquoi peu de gens sont arrivés lors de la formation technique et pratique que l'équipe a tenue au niveau des 6 *fokontany*

-Retard du démarrage du projet de développement	-Lourdeur administrative	-Non atteinte de l'objectif du projet de développement	¹⁸ Respecter le chronogramme d'intervention Faire une étude de faisabilité sociologique avant de démarrer un projet de développement Identifier au préalable les facteurs de blocage en prenant en compte les facteurs socio culturels, économiques...
---	--------------------------	--	---

Source : Enquête personnelle, décembre 2008

D'après notre analyse sociologique, voici ci-dessous donc les impacts de l'approche vallée dans la vie des paysans.

Section 9: Impact de « l'approche vallée » dans la vie des paysans

Après notre descente sur terrain, nous avons vu que beaucoup sont intéressés par les TCA même s'il existe encore quelques contraintes d'ordre économique comme le manque d'argent, d'ordre infrastructurel comme le mauvais état des barrages hydroagricoles alors que ces TCA nécessitent une bonne gestion de l'eau pour pouvoir réussir. Néanmoins « l'approche vallée » s'avère une approche très pertinente dans l'appui technique et socio organisationnel des paysans en matière de SRI et de SRA, il faudrait seulement pérenniser le projet pour atteindre l'objectif qu'est le doublement de la production rizicole cette année et le triplement en 2012.

¹⁸ Ce que j'aimerais souligner ici en tant que sociologue de l'équipe, c'est qu'un tel projet comme celui-ci est très bien et intéressant mais il faudrait à l'avenir que le DRDR respecte bien le planning d'exécution du projet conforme aux attentes des personnes cibles et doit impliquer toujours un sociologue pour l'étude de faisabilité sociologique du projet pour que le projet ne se vouera pas à l'échec car il faut avant tout prendre en considération plusieurs facteurs socio-économiques, culturels, naturels, humains avant la mise en œuvre du projet. En d'autres termes le chronogramme de la descente sur terrain doit s'adapter au contexte socioculturel de la région ou la commune à étudier pour éviter des biais ou la non-appropriation du projet par les personnes cibles. Car il faut savoir et respecter les coutumes et traditions de la population étudiée avant de descendre sur terrain. De cette façon on peut éviter certains facteurs de blocage qui pourraient détruire le projet.

Enfin, cette approche doit être mise à l'échelle au niveau de toutes les Communes issues des 22 régions de Madagascar, car nous avons déjà vu qu'elle s'avère bénéfique en phase de pilotage. Même si quelques contraintes subsistent encore, nous avons pu trouver de bons résultats en termes d'acceptation et d'appropriation du projet auprès des paysans au niveau des 6 *fokontany* d'intervention de la Commune d'*Ambohimanga Rova*, surtout les paysans ayant un niveau bon ou moyen d'instruction, les familles des chefs *fokontany*, les AV et quelques paysans ayant un immense terrain cultivable et de rizières à maîtrise d'eau ; c'est-à-dire le quart de l'échantillon par rapport au nombre total de la population au niveau des 6 *fokontany* sont intéressés et convaincus par le projet et surtout ont soif de changement.

L'objectif de l'approche vallée ne serait pas atteint sans la promotion de la microfinance dans la vie des paysans, par conséquent nous allons faire des enquêtes concernant un OTIV, à savoir celui de *Sabotsy Namehana*.

Section 10 : L'impact de l'OTIV dans le développement rural

10.1 Historique de la création des IFM ou (Institutions Financières Mutualistes)

1.10.1 Les Institutions financières mutualistes

Les Institutions financières¹⁹ mutualistes sont régies par la Loi n°96 020, le décret d'application n°98 127 et la circulaire 001/99 de la Commission de Supervision Bancaire et Financière en date du 5 mars 1999.

La Loi définit ainsi ce qu'est une IFM, en son article 4 : « est qualifiée d'IFM un groupement de personnes physiques ou morales doté de la personnalité morale, sans but non lucratif, fondé sur les principes de coopération, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant particulièrement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et/ou de consentir du crédit à ceux-ci.

L'article 12 stipule que les IFM peuvent emprunter sous 3 formes juridiques différentes :

- Associations mutualistes d'épargne et de crédit
- Mutuelles d'épargne et de crédit
- Sociétés de caution mutuelle.

¹⁹ BELLONCLES (G), les 7 priorités pour développer Madagascar, priorité n°3 instaurer une économie sociale performante

Cependant, il y a une différence entre association et mutuelles ; selon l'article 14 alinéa 2 : « une association mutualiste d'épargne et de crédit est une forme sans capital. Elle perçoit les droits d'adhésion et des cotisations périodiques auprès de ses membres. Alors que l'article 3 stipule que : « une mutuelle d'épargne et de crédit est une société à capital et personnel variable constituée entre personnes physiques et morales. Et la Loi établit une hiérarchie entre les deux formes juridiques ; l'association constituant une première étape dans l'organisation des membres et étant appelée à se transformer après un certain temps en mutuelle.

L'article 14 alinéa 1 précise ainsi que : « les associations mutualistes d'épargne et de crédit peuvent se transformer à tout moment en mutuelles d'épargne et de crédit ». On peut penser aujourd'hui que toutes les IFM de base (terme utilisé dans l'article 42) ont pris la forme juridique de « mutuelles ».

Mais le texte de la Loi prévoit également de la façon la plus claire un processus de « fédération » de mutuelles.

L'article 16 précise que : « Deux ou plusieurs mutuelles d'épargne et de crédit peuvent constituer entre elles une union sous forme de société à capital et personnel variable » et l'article 18 prévoit que ces unions pourront se constituer en « fédérations d'unions », ayant pour objet » d'assurer des fonctions techniques, administratives et financières au bénéfice de ses membres».

La circulaire de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (001/99-SBF du 5 mars 1999) reprend de façon très claire ces trois niveaux d'organisation dans son article 5 :

1. à la base « l'institution financière de premier niveau » IFM au sens strict ;
2. ces institutions de premier niveau peuvent à leur tour s'affilier (article 4) pour constituer une union (2^{ème} niveau) ;
3. ces unions peuvent à leur tour constituer des fédérations (3^{ème} niveau).

En étant qu'une association, elles doivent respecter un certain nombre de principes qui sont clairement mentionnés dans la Loi 96 020. Permettez-nous de souligner ici en passant qu'une IFM est une société de personnes et non une société de capitaux dont découlent trois principes essentiels :

1. Le principe de la « porte ouverte » qui signifie que l'adhésion ne peut être refusée à quiconque souhaite adhérer (même après plusieurs années, s'il s'engage à respecter les statuts).

2. Le principe « un homme, une voix », ce qui signifie quel que soit le nombre de parts sociales souscrites, vous ne pouvez disposer dans les délibérations que d'une seule voix.
3. Le principe d'un intérêt limité aux parts sociales : là encore, on est à l'extrême opposé de ce qui se passe dans une société de capitaux où l'objectif recherché est la rentabilité la plus élevée possible des actions souscrites.

Dans une IFM, l'objectif est de capitaliser au maximum les intérêts perçus sur les prêts accordés pour pouvoir consentir exercice après exercice des prêts toujours plus importants aux membres.

Les conditions d'octroi de crédit selon (le Caisse Raiffeisen en Allemagne, le Crédit agricole Mutuel en France et le Caisse Desjardins au Québec) :

- le principe d'interconnaissance : pas question d'accorder un crédit à quelqu'un que l'on ne connaît pas de longue date ;
- le principe de cooptation : pour être membre, il faut avoir l'accord de tous les autres membres ;
- le principe de la caution solidaire. Si un membre connu et coopté ne remboursait pas, la mutuelle commençait à saisir les biens qu'il avait donnés en garantie.

Les problèmes reliés aux Mutuelles d'épargne et de crédit selon Dominique Gentil et Gilles Goldenstein, experts de l'IRAM à Madagascar sont :

- 1- Il existe un seul produit de crédit à condition d'accès unique, être membre de la caisse depuis au moins de 6 mois, avoir libéré sa part sociale et déposé une épargne préalable de 30% du montant du crédit demandé. Or cette condition ne favorise pas les paysans les plus pauvres qui vivent au jour le jour.
- 2- La durée des crédits est limitée à 6 mois. Cela pose un problème de fond pour les activités agricoles qui durent environ 8 mois. Dans ce cas, il est impossible au bout d'un semestre de pouvoir rembourser les crédits à partir de l'activité financée.
- 3- Les paysans ont le plus souvent besoin d'un crédit au mois de septembre, lors du début de la campagne agricole. A cette époque, il leur est impossible d'épargner les 30% nécessaires car la période de soudure commence et ils ne disposent plus de ressources.
- 4- Actuellement, en plus de la garantie liée aux 30% d'épargne bloquée, il est demandé de mettre en gage des biens fonciers, par exemple, la maison ou les

rizières; or, pour beaucoup de personnes cette demande est tout simplement inacceptable.

- 5- Les problèmes des paysans qui ne sont pas propriétaires, mais qui pratiquent un faire-valoir indirect (fermage ou métayage).
- 6- Accaparement du système par les élus qui représentent 7% des membres et 24% des montants des en cours.
- 7- Eviction progressive des membres aux revenus les plus modestes, en particulier les paysans les plus pauvres qui n'appartiennent pas au cercle proche des élus, n'ont pas les moyens d'épargner et ne peuvent mobiliser les garanties hypothécaires demandées.

A Madagascar, il existe déjà un nombre considérable d'IFM de premiers niveaux regroupés dans des Unions Régionales et quelque-fois même Union Nationale (cas des CECAM).

Les deux réseaux principaux sont le réseau des OTIV (*Ombom-tahiry Ifampisamborana Vola*) qui se réclame des principes des Caisses Desjardins du Québec et qui reçoit un appui de la société Internationale Desjardins et du réseau des Cecam (Caisse d'Epargne et de crédit Agricole Mutuel) se réclamant de l'expérience française et bénéficiant de l'appui de la fédération des Caisses Agricoles Mutuelles de la Fédération Régionale de l'Ile de France. Périodiquement, ces 2 réseaux font état à la presse de leurs extensions et de leurs résultats. Ainsi, le 30/06/2001, le réseau OTIV comprenait 89 caisses primaires regroupant 54 000 membres, l'épargne collectée s'élevant à 7,8 milliards d'Ariary et les crédits accordés à 3,8 milliards d'Ariary. Les OTIV sont surtout implantées à *Toamasina*, à *Sambava* au Lac *Alaotra* et plus précisément à *Antananarivo-ville*. Les prévisions pour fin 2002 étaient de disposer d'un réseau de 100 OTIV collectant 12,6 milliards d'Ariary et reprétant 11 milliards d'Ariary.

1.10.2 : L'organisation des OTIV

Ici, il est important que le réseau OTIV existe aussi au niveau des régions SAVA et DIANA. Pour mieux gérer le mode d'organisation, une caisse mère représente les groupes OTIV au niveau régional. Cette union régionale encadre techniquement les caisses OTIV. Chaque réseau est doté d'une structure autonome dans la gestion interne de son organisation. Basée sur l'éducation à l'épargne avant de recourir à toute forme de crédit, chaque caisse ou bureau OTIV s'adapte à la réalité locale dans le but d'attirer des clients.

Selon le responsable régional de l'OTIV, même chaque caisse est autonome, les conditions d'adhésion restent identiques pour tous les membres de l'OTIV. Le droit d'adhésion ou part sociale est fixé à 6000Ar ; il est demandé une somme de 700Ar pour l'achat d'un carnet. A travers ce droit d'adhésion, ce sont seulement ces membres qui bénéficieront des produits offerts par cette institution mutualiste, que ce soit l'épargne ou le crédit ou bien les deux à la fois.

La date de création de l'OTIV *Tambatra* a été en 1997 ; il possède 6 caisses à travers le district d'*Avaradrano* à savoir celle d'*Antanetibe*, *Talata Volonondry*, *Sadabe*, *Ambatomanhina* et *Ankadivoribe*, à part bien sûr la caisse centrale qui se trouve dans la Commune rurale de *Sabotsy Namehana*.

1.10.3 Mode d'organisation

La caisse OTIV TAMBATRA a sa propre organisation comme les autres d'ailleurs pour servir ses membres et assurer le fonctionnement de l'institution financière. Voici la structure d'organisation de l'OTIV :

- une assemblée générale à savoir tous les membres
- un conseil d'administration
- un comité de contrôle
- un comité de crédit
- un personnel salarié.

Parmi les membres de l'OTIV, il y a des salariés, des paysans, des artisans, des opérateurs économiques et même des personnes inactives.

Tableau 7 : Pourcentage des types de membres à l'OTIV Commune Sabotsy Namehana

Types de membres	Pourcentage
Paysans	50%
Opérateurs économiques (grossiste, épicer)	30%
Transporteur	10%
Salarié	~5%
Personnes inactives	5%

Source : *Enquête personnelle*, juin 2009

Il est important de rappeler ici, que l'OTIV en tant que membre de la mutuelle d'épargne et de crédit offre deux produits aux clients, à savoir l'épargne et le crédit. Ces deux types de produits présentent différentes caractéristiques que nous allons voir ci-dessous.

1.10.4 Types d'épargne

Il existe 3 types d'épargne au niveau de l'OTIV Sabotsy Namehana :

- épargne à vue : ce type d'épargne n'exige pas de dépôt minimum, de frais de terme de compte et est toujours accessible à tout moment
- épargne spécialisée : ceci est fixé à partir de 100 000Ar et le titulaire peut obtenir 3% par an avec rémunération des intérêts tous les 6 mois et enfin le compte peut être toujours accessible à tout moment, c'est-à-dire que l'on peut faire des opérations bancaires (retrait et dépôt)
- épargne à terme : ce dernier est fixé à 200 000 Ar d'intérêt, mais il doit y avoir un contrat entre les deux parties, même s'il n'y a pas de frais de terme compte et il y a également 3% d'intérêt à la fin du contrat comme gain du client

En résumé selon nos enquêtes, ce sont surtout les paysans, artisans et les personnes inactives qui font le premier type d'épargne, viennent ensuite les transporteurs pour le second ; quant au troisième, rares encore sont les personnes qui osent le faire à cause du manque de capitaux.

Après avoir vu l'épargne, voyons maintenant ce qu'est le crédit.

1.10.5 L'octroi de crédit

Le crédit se définit comme le prêt de ressources financières par un établissement financier à une personne membre, mais en contrepartie celle ci doit s'engager à payer des intérêts et rembourser le capital.

1.10.6 Les types de crédit

Ici, ce sont exclusivement les membres qui peuvent bénéficier de l'octroi de crédit sous réserve de certains critères d'admissibilité :

- Etre membre de l'OTIV depuis trois mois
- Démontrer sa capacité de remboursement
- Avoir de bons antécédents de crédit
- Ne pas avoir d'autres prêts à la caisse.

1.10.7 Les conditions d'octroi de crédit

Les membres désireux de bénéficier d'un crédit doivent se conformer à certains critères tels que :

- principe d'adhésion : il faut que le demandeur soit membre de l'OTIV au moins trois mois. Pour les plus anciens, on remonte jusqu'à 6 mois pour vérifier leurs mouvements de comptes dans la gestion de l'épargne et du retrait avant d'examiner la demande
- limite d'âge : le postulant doit être majeur et ne doit pas dépasser les 65 ans au moment où il soumet son projet. Il doit y avoir une source de revenu ;
- moralité : l'OTIV effectue une enquête de moralité auprès de la société où évolue le demandeur, en plus il vérifie l'intégrité de la personne en s'assurant qu'il n'existe pas des arriérés de dette qui pèsent encore sur la personne ou de litiges financiers en cours ;
- Garantie : l'OTIV assure les prêts à travers deux sortes de garanties entre autres la garantie matérielle et la garantie financière.

Autrement dit, le client épargne dans son compte au minimum 25% du crédit sollicité comme garant financier et doit aussi apporter une garantie matérielle équivalent à 150% du crédit sollicité.

Enfin, en ce qui concerne les procédures de recouvrement, l'agent de crédit qui est le premier responsable, rappelle au débiteur qu'il doit s'acquitter de ses dettes à l'OTIV. Si dans un délai de 15 jours, la sommation reste sans suite, il lui envoie une lettre appelée « un premier avis ». C'est seulement en dernier recours que l'affaire est transmise au niveau du contentieux. La chaîne peut être interrompue dès que le débiteur parvient à trouver un terrain d'entente sur le nouveau mode de remboursement pour s'acquitter de sa dette auprès de l'OTIV.

Tableau 8 : Motifs d'adhésion des membres à l'OTIV par fokontany

Fokontany	Catégorie socio-professionnelle	Motifs	Nombre
Fokontany Amorondrika	Couturière	Prix de la cotisation abordable pour faire une épargne et un crédit	5
Fokontnay Ambohinaorina	Boucher	Dépôt et retrait systématique d'épargne	10
Fokontnay Atsofonondry	Epicière	Espoir toujours de posséder de l'argent	4
Fokontnay Atsinanatsena	Femme au foyer	Inexistence d'un frais de terme de compte Gestion de la maison assurée	3
Fokontany Ambatofotsy	Eleveur de porc	Privilège de faire des épargnes et d'octroi de crédit	5
Eokontnay Soaniadanana	Epicière	Prévenir en cas de moment difficile surtout l'épargne	12
Fokontany Ambohidahy	Paysan	Projet de développer l'agriculture et l'élevage	11
Fokontany Tsarafara	Couturière	Sécurité et bonne gestion financière Possibilité de faire de l'épargne en vue	2
Fokontany Imanga	Grossiste	Prévenir en cas de problème financier et proximité du lieu	8
Fokontany Manakasina	Paysan	Professionnalisation de la filière agricole et artisanale	10
Total			70

Source : *Enquête personnelle, juin 2009*

D'après nos enquêtes au niveau de la Commune de *Sabotsy Namehana* et de celle d'*Ambohimanga*, les motifs de l'adhésion au sein de l'OTIV varient en fonction des catégories socio-professionnelles. Les paysans au niveau des deux *fokontany* d'*Ambohimanga* adhèrent à l'OTIV dans le but de développer la filière agricole, animale et artisanale. D'autres membres comme les artisans (couturière) sont motivés par le coût de la cotisation à allouer et aussi la sécurité financière. Enfin pour les vendeurs et le boucher, c'est d'ordre sécuritaire mais aussi pour prévenir les moments difficiles.

Néanmoins, des problèmes subsistent toujours selon l'OTIV d'après nos enquêtes concernant les membres qui n'arrivent pas à rembourser le crédit à temps, à savoir les paysans alors que leurs cas ont été déjà révisés par rapport à d'autres. Le remboursement des prêts paysans est déjà planifié en saison des récoltes, mais quelques uns n'arrivent pas toujours à rembourser à temps. Selon le directeur de l'OTIV, il affirme que c'est dû surtout à la mentalité et parfois au niveau bas d'instruction.

Notre étude ne se limite pas aussi aux personnes membres de l'OTIV, nous avons aussi enquêté des personnes non membres et nous avons tenu à connaître les facteurs de blocage qui les incitent à refuser d'y adhérer. Nous avons enquêté 6 *fokontany* de la Commune d'*Ambohimanga Rova* et 4 *fokontany* issus de la Commune de *Sabotsy Namehana*. D'après les informations recueillies auprès du directeur, des habitants de la Commune d'*Ambohimanga* se déplacent surtout à la caisse de l'OTIV pour y adhérer, faute d'existence de cette caisse au sein de leur Commune.

Voici un tableau montrant les facteurs de blocage retenus lors de notre enquête des populations des 6 *fokontany* de la Commune d'*Ambohimanga* et 4 *fokontany* de la Commune de *Sabotsy Namehana*.

Tableau 9 : Facteurs de blocage

Fokontany	Motifs	Pourcentage
Manankasina	Inexistence d'institution de microfinance, Mentalité traditionnelle	10%
Ambohidahy	Inexistence d'institution de microfinance Difficulté de la procédure	5%
Imeritsiafindra	Inexistence d'institution de microfinance Absence de confiance	8%
Malaza	Inexistence d'institution de microfinance Peur de prise de risque économique Facteurs naturels (inondation, cyclone, absence de pluie)	20%
Iavoambony	Inexistence d'institution de microfinance	12%
Vakinampasika	Inexistence d'institution de microfinance Manque d'intérêt à l'égard des institutions de microfinance	5%
Atsinanantsena	Peur de ne pas pouvoir rembourser à temps	10%
Ambohinaorina	Pas d'argent pour investir	10%
Tsarafara	Facteurs naturels (inondation, cyclone, absence de pluie)	10%
Namehana	Attentisme et assistanat	10%
Total		100%

Source : Enquête personnelle, juin 2009

Plusieurs motifs sont à noter concernant la non-adhésion des paysans à l'OTIV, mais la raison principale pour 60% des paysans de la Commune d'Ambohimanga se résume à l'inexistence de cette institution dans leur circonscription donc, il y a un manque d'intérêt. Des blocages psychologiques et économiques comme la peur de prise de risque, l'attentisme sont les secondes raisons pour 20% des paysans et viennent enfin la peur des facteurs naturels (inondation, cyclone, absence de pluie) pour les 10% des paysans et la non-possession d'argent pour les 10% restants.

D'après les résultats d'enquête que nous avons vu ci-dessus concernant les avantages et les inconvénients de l'existence de l'OTIV dans la Commune de Sabotsy Namehana, qu'en est -il de son lien avec la promotion des techniques culturelles améliorées.

Section 11 : Problématique entre l'OTIV et la promotion du SRI et SRA

Nous avons déjà vu ci-dessus les réalités concernant l'étude de faisabilité du développement rural à travers la révolution durable qu'est la promotion du secteur agricole en adoptant les techniques culturelles améliorées. Dans notre intervention sur terrain lors de notre enquête, dans la Commune d'Ambohimanga, il n'existe pas encore d'OTIV alors que c'est le seul moyen pour les paysans d'investir au niveau de cette filière, de pouvoir s'autosuffire plus tard et de répondre aux objectifs de la révolution verte. Alors que dans notre formation dispensée par des équipes pluridisciplinaires, il y a :

- une économiste qui a formé les paysans par l'intermédiaire de la culture de crédit et de la culture entrepreneuriale,
- une agronome qui a formé les paysans dans le cadre des techniques culturelles améliorées (SRI et SRA), entretien des rizières, préparation des semences (8 à 15 jours pour le SRI et 15 à 30 jours pour le SRA),
- un sociologue intervenant la socio organisation (changement de mentalité et abandon de la SRT) et élaboration d'une Charte de production ou *Dinampamokarana*.

Ces différentes approches ont été utiles pour sensibiliser et convaincre les paysans de s'approprier aux nouvelles techniques culturelles, mais aussi de les apprendre à s'investir pour la professionnalisation de la filière de façon à éradiquer la pauvreté en milieu rural et accéder à l'autosuffisance alimentaire qui est l'objectif principal de la révolution verte et durable.

Pour les quelques paysans issus de la Commune lors de nos enquêtes qui sont membres de l'OTIV, ils viennent encore de commencer depuis peu et se contentent encore de faire des épargnes à petite portée, mais n'osent pas encore faire des crédits par peur de ne pas pouvoir rembourser pour les uns et de ne posséder encore d'hypothèque pour servir de garant afin d'obtenir de crédit, alors qu'ils bénéficient d'un taux dégressif de 1.5% du montant total au moment du remboursement.

Pour les non-membres, en revanche, ils veulent vraiment que l'Etat fasse un grand effort pour aider et financer les paysans en matière agricole, par exemple la diminution du prix des semences, des engrains, des pesticides chimiques, sinon ils ne vont jamais recourir à l'OTIV faute de manque de moyens pour y investir. Ils sont vraiment sceptiques à l'idée d'adhérer à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat, déjà ce qu'ils obtiennent ne leur suffisent pas pour survivre alors ils se demandent la question comment on va épargner de l'argent ou bien demander du crédit.

Enfin, ce qui a été encourageant lors de l'entretien avec le directeur de l'OTIV *Sabotsy Namehana*, la Commune d'*Ambohimanga* est en train de faire une demande d'implantation de caisse au chef lieu de la Commune. Mais les responsables de l'OTIV sont en train de faire des études de faisabilité et de marché car il faudrait qu'il y ait beaucoup de membres pour pouvoir réaliser le projet. Le budget de l'OTIV est un fonds propre donc très difficile à gérer même si des subventions sont octroyées par ci par là par le MCA. Mais ce projet est encore en phase de démarrage, c'est- à- dire qu'il faudrait encore faire beaucoup d'enquêtes pour savoir si cela serait faisable dans le moyen terme.

Mais il ne faut pas oublier que la présence de l'OTIV dans ce district d'*Avaradrano* revêt deux points ; l'un positif et le second négatif. Nous allons voir tout à tour, en premier le point positif et en second le point négatif.

1.11.1 Points positifs

Nous savons déjà que la politique de développement rural n'est jamais possible sans la promotion de l'économie rurale, c'est-à-dire l'implantation des industries de microfinance (OTIV, CECAM ...) dans toutes les Communes rurales de Madagascar. Les raisons d'être de ces établissements financiers appelés aussi banque des paysans sont de :

- faciliter la vie des paysans en général comme la gestion de leurs biens par l'intermédiaire de l'épargne ;
- transmettre la culture d'entrepreneuriat en favorisant la création d'organisation paysanne en matière agricole, animale, artisanale ;

- apprendre aux paysans à investir dans le secteur agricole, de l'élevage, dans l'artisanat en faisant des crédits ;
- augmenter leur niveau de vie s'ils savent bien gérer et investir leurs acquis ;
- créer de l'emploi ou des activités génératrices de revenu dans le but de s'enrichir et de satisfaire leurs besoins socio-économiques.

Lors de nos enquêtes, à l'OTIV *Sabotsy Namehana*, comme il a été dit ci-dessus, d'autres personnes comme les salariés, les transporteurs, les propriétaires de grossiste et de simples artisans sont encore en majeure partie membres de cette institution financière. Cela est dû à la possession de moyens financiers et matériels qui sont de grands avantages et opportunités pour accroître leurs biens dans le long terme. De plus, ils sont plus flexibles aux procédures administratives imposées par les responsables de l'OTIV à cause de leur bon niveau d'instruction et de compréhension. Enfin comme indicateur de la bonne marche de l'établissement dont nous parlons, depuis leur création en 1997, le nombre des membres n'ont cessé d'augmenter pendant ces 12 dernières années. Nous allons illustrer cela par ces données chiffrées collectées lors de notre enquête.

Tableau 10 : Evolution des membres de l'OTIV ces 5 dernières années

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre d'adhérents	8000	8934	10625	12 280	12700

Source : *Enquête personnelle, juin 2009*

Nous voyons dans ce tableau que pendant les 5 dernières années, le nombre d'adhérents n'a cessé d'évoluer et encore en phase d'évolution vu que cet OTIV se situe au chef lieu et les autres Communes avoisinantes la préfèrent aux autres caisses à savoir celles de *Talata volonondry* et *Sadabe*.

Tout de même, nous allons parler aussi des points négatifs de l'OTIV *Sabotsy Namehana* d'après nos observations et nos enquêtes.

1.12.2 Points négatifs

Comme point négatif de l'OTIV, il n'y a pas assez de sensibilisation par l'intermédiaire des canaux de communication (affiches, dépliant...) et des annonces radios pour convaincre la population, surtout les paysans de nombreux avantages de l'OTIV.

Donc l'idéologie de départ de l'OTIV n'est pas encore ancrée dans la psychologie de groupe des paysans comme :

- la facilitation de la vie des paysans
- le rapprochement des paysans pour les aider à résoudre leurs problèmes sur le plan socio-économique.

Ces choses ne sont pas véhiculées jusqu'au fin fond de la campagne alors beaucoup de paysans se sont exclus et cela est vérifiée par ces facteurs de blocage.

Selon l'entretien auprès du Directeur de l'OTIV de *Sabotsy Namehana*, l'OTIV ne fonctionne pas par leurs propres moyens donc sont très vigilants sur le plan financier pour ne pas tomber en faillite. Selon des sources obtenues lors des enquêtes auprès des personnels, ils se contentent seulement de l'évolution du nombre des membres mais ne pensent pas vraiment toucher les couches les plus vulnérables c'est-à-dire la masse paysanne. Ils ont peur d'engager des fonds supplémentaires pour étendre leur réseau à travers le district car à mon avis beaucoup de Commune sont encore dépourvues d'OTIV (Commune *Ambohimanga*...).

D'après nos enquêtes, ce sont seulement les membres qui sont sensibilisés pour attirer d'autres personnes mais ils ne trouvent pas d'autres stratégies pour inviter le plus de personnes possibles. Cette situation est un peu décevante vu le chiffre d'affaires de l'OTIV, il peut de temps en temps concevoir une stratégie pour convaincre toute la population d'adhérer mais non pas se contenter de son intérêt. Un enquêté nous a dit « que l'OTIV n'est pas encore pour nous, c'est pour les riches ; pour nous, ce qui nous importe maintenant, c'est que l'Etat nous aide à développer notre production agricole, diminue le coût des engrains, semences et des pesticides chimiques ». Si nous analysons bien ce que la personne veut dire c'est qu'elle est frustrée à cause du manque d'attention et d'intérêt que lui a procuré l'Etat durant ces nombreuses années ; donc, pour lui, l'adhésion à l'OTIV dépend de l'aide de l'Etat.

Pour entrer dans les détails, les paysans non seulement au niveau de la Commune d'*Ambohimanga* mais aussi de celle de *Sabotsy Namehana* se sentent exclus du système de microfinance en majorité, vu leur pauvreté et le manque de soutien socio-économique.

Enfin par rapport au nombre de la population, beaucoup sont encore non membres de l'OTIV, même si le nombre des membres s'accroît toujours.

Section 12 : Impact de l'inexistence de la mutuelle d'épargne et de crédit dans la vie des paysans

Le secteur agricole ne se développe pas car les gens n'ont pas seulement d'argent pour pouvoir investir mais se contente de faire des échanges car ils n'ont aucun pouvoir d'achat. Ils ont peur de s'endetter, la majorité aussi n'ose pas emprunter des engrains et des semences car ils ont peur de ne pas pouvoir rembourser à temps. Donc, ils sont obligés de faire beaucoup de culture de contre saison pour financer le manque de production rizicole. L'un des problèmes dans la Commune, c'est l'inexistence d'IFM alors que c'est un moyen pour promouvoir la culture d'entrepreneuriat concernant la promotion de la filière agricole. D'après notre enquête, la majorité n'est pas encore intéressée concernant l'adhésion dans ces institutions à cause de la difficulté de la procédure et l'exigence des critères de remboursement et d'octroi de crédit. Nous avons noté un facteur de blocage psychologique et économique palpable. Alors que sans cette culture, les paysans risquent de rester dans la culture de subsistance et de l'autoconsommation durant encore plusieurs années.

A mon avis seuls les opérateurs économiques riches adhèrent à ce genre d'institutions qui se trouvent dans d'autres communes avoisinantes comme *Sabotsy Namehana*.

Ainsi l'Etat doit chercher un moyen pour créer des Institutions de ces genres dans la Commune, car c'est surtout la stratégie de l'approche vallée qui exige l'existence des IFM au niveau de chaque Commune non seulement d'atteindre l'objectif du projet, mais aussi de sensibiliser les paysans à adhérer à ces institutions qui peuvent être un garant pour le développement.

Conclusion partielle

Nous avons vu maintenant, à partir de nos enquêtes les réalités concernant la promotion des techniques culturales améliorées, à savoir le SRI et le SRA et l'accès au financement rural qu'est l'implantation de l'OTIV. Nous avons vu qu'il y a des points positifs, c'est-à-dire, la possibilité d'augmenter la production rizicole en dépensant moins d'argent et de temps en pratiquant les nouvelles techniques. La possibilité de faire de l'épargne et d'avoir du crédit facteur d'amélioration des niveaux de vie des paysans en matière agricole et atteinte des objectifs de la révolution verte et durable. Même s'il y a des points négatifs comme la résistance aux innovations, le manque d'intérêt lié aux nouvelles pratiques culturales, et l'inexistence du réseau OTIV au niveau de la Commune d'Ambohimanga. Les paysans sont obligés de se déplacer vers la Commune de *Sabotsy*

Namehana pour y adhérer et beaucoup d'enquêtés sont sceptiques à l'idée d'adhérer à ces établissements qui sont des facteurs de blocage importants à noter dans notre étude.

Néanmoins, des espoirs peuvent être encore permis car un projet d'implantation d'une nouvelle caisse dans la Commune est en cours selon les aspirations de la population en dépit du manque d'enthousiasme au départ. Mais cela reste la tâche des responsables concernés, d'une part, et d'autre part, de l'accord de l'OTIV en cas de faisabilité du projet en question.

TROISIEME PARTIE :
Solutions et Recommandations

Nous avons vu maintenant les avantages et les inconvénients de l'intégration du SRI et du SRA dans le domaine de l'agriculture et l'implantation de l'OTIV et ses impacts dans la vie des paysans, nous allons voir dans la dernière partie des propositions de solutions et quelques recommandations pour conclure notre étude.

CHAPITRE1 : SOLUTIONS

Section 13 : La Révolution verte et la promotion du SRI ET SRA

L'Etat doit faire un grand effort pour rattraper le retard de développement entre la ville et la campagne. Il faut faire en sorte de diminuer le degré de développement entre le monde urbain et le monde rural par l'intermédiaire de la mise à l'échelle de la Révolution verte au niveau de toutes les Communes rurales de Madagascar. Au point de vue économique, il faut augmenter les surfaces cultivables pour lutter contre le métayage et pour améliorer la production agricole. Il faut que l'Etat crée un plan de distribution d'intrants et de semences pour aider les paysans les vulnérables sur le plan financier et encourager les paysans à participer en diminuant à moitié le prix le recouvrement par exemple par la création d'une charte de production ou bien la création d'une organisation paysanne et rurale.

La politique de l'Etat est actuellement basée sur la décentralisation effective, donc il faudrait aussi motiver les autorités administratives telles que les Maires, les Chefs Fokontany et surtout les Animateurs villageois qui sont les plus proches des communautés locales de base (*fokonolona*). Bien identifier les facteurs de blocages socio-culturels, naturels avant l'implantation d'un projet pour pouvoir atteindre l'objectif à temps. Il faut impliquer encore un peu plus la population dès la conception du projet jusqu'à sa réalisation par l'approche participative pour ne pas s'exposer aux résistances qui est un frein pour le développement. De ce fait, il est plus facile de changer la mentalité des paysans et de les convaincre d'adopter les techniques culturelles améliorées. L'instauration d'un soutien technique, financier et surtout socio-organisationnel est primordial pour pérenniser un projet de développement, pour qu'il ne soit plus utopique mais réel et faisable. Les paysans adorent que des techniciens descendent vraiment sur terrain pour voir les réalités en matière agricole mais non pas se limiter aux formations théoriques et techniques ; bref il faut savoir allier le côté technique et pratique, pour pouvoir répondre aux attentes des paysans. L'appui sur le plan matériel aussi fait partie des priorités des

fokontany issus de notre intervention, c'est-à-dire la construction d'ouvrages hydroagricoles qui s'avère être un élément non négligeable du projet, car le SRI et SRA exigent des rizières à bonne maîtrise d'eau, donc les *fokontany* handicapés par cette infrastructure ne pourront pas s'adapter aux nouvelles techniques culturales (cas de *Malaza...*)

Enfin, l'Etat doit toujours continuer la mobilisation sociale au niveau des paysans pour leur encourager à s'approprier le projet (organisation de challenge pour le bon cultivateur et la meilleure récolte), concevoir une stratégie de communication pour le changement de comportement, approche (CCC), par exemple motiver les AV pour faire des visites à domicile de telle sorte que les paysans sont toujours sensibilisés au nouvelles techniques avant la prochaine campagne culturelle. Les chefs quartiers ont été déjà sensibilisés pour mener une autre formation technique et pratique auprès des paysans non convaincus par les nouvelles techniques par notre équipe.

La révolution verte a été une initiative efficace et favorable aux pays en voie de développement comme le nôtre mais pour la réaliser, l'Etat doit faire des efforts pour implanter des institutions de microfinance au niveau de la Commune d'*Ambohimanga*.

Section 14: La microfinance garant de la réussite du SRI et SRA

La solution la plus urgente maintenant, après notre état de lieu et les observations que nous avons faites sur terrain pour y remédier aux contraintes du projet, c'est implanter un réseau OTIV dans la Commune. Les autorités de la Commune doivent s'activer le plus rapidement possible en collaborant avec les responsables de l'OTIV pour obtenir leur accord et commencer au plus vite la construction de la caisse dans la Commune d'*Ambohimanga Rova*. A notre avis, ce projet est faisable et réalisable selon l'OTIV, mais la balle est dans le camp des responsables élus de la Commune. De plus, cette Commune a beaucoup de ressources concernant le tourisme, les transports, c'est l'agriculture et l'élevage qui reste un problème qui doit être solutionné le plus vite possible. Sinon l'étude par l'intermédiaire de l'approche vallée n'aurait aucun impact palpable sur le développement de la filière agricole. D'après nous même si quelques paysans de la Commune rurale d'*Ambohimanga* sont membres de l'OTIV de la Commune *Sabotsy Namehana*, selon eux des modifications doivent être faites au niveau de l'OTIV pour qu'il soit plus accessible à tous les paysans, surtout les plus pauvres, à savoir :

- facilitation de l'adhésion
- facilitation de l'octroi de crédit

- sensibiliser les paysans non membres à adhérer, d'autant plus que l'équipe était apte à mener des actions efficaces et durables par sa capacité d'intégration et d'adaptation.

Notre passage dans la Commune rurale d'*Ambohimanga* a montré la soif qu'ont les gens de se défaire de la pauvreté, d'adopter les techniques culturelles améliorées et surtout la volonté de se tendre la main pour une meilleure coopération entre paysans (nous voulons parler ici du *dinam-pamokarana* »). Quoi qu'il en soit, il faut aussi considérer la suite à donner à de telles activités.

Toutefois, il y a quelques conditions qu'il faut stipuler. Il faut que les actions menées soient dépolitisées et soient pérennes. Il faut qu'il existe sur place des techniciens encadreurs qui exécutent et pratiquent avec les paysans. Il faut une aide préalable de la part de l'Administration pour prévenir les risques sociaux (des fonds de garantis, des aides substantiels, etc.). Il faut aussi régler les questions touchant la propriété foncière, ou en attendant faire pression sur les « vrais » propriétaire de permettre les techniques culturelles améliorées sur leurs terres. Tout ceci pour dire qu'il faut perpétuer la coopération entre tous les acteurs du développement et mener des actions sociales plus poussées. Nous proposons aussi l' « Approche Filière », qui considère plus une analyse systémique et qui puisse donner des résultats plus ciblés. Le changement des mentalités ne doit pas uniquement se faire au niveau des paysans, mais aussi au niveau des intellectuels et des politiciens aussi.

CHAPITRE 2 : RECOMMANDATIONS

- Le DRDR doit chercher un financement rapide pour construire les barrages dans la vallée d'*Andranomasina* pour que les paysans puissent dès la prochaine campagne commencer la pratique du SRI et SRA
- L'équipe doit recommander les AV et le Chef FKT pour continuer la sensibilisation à l'égard des autres paysans non convaincues jusqu'à la prochaine campagne de culture du riz
- Prendre en compte toutes les exigences des paysans pour que le projet puisse réussir (achat de matériels et intrants...)
- Besoin de suivi à la formation pratique.
- Planning d'activité de la prochaine période culturelle
- Dynamiser les organisations paysannes et rurales nouvellement créées par le chef FKT lors de notre dernière descente (distribution des supports de formation)

- Continuation de la formation (insuffisance de la durée de formation et nombre limité des MPL formés car la formation coïncide à la période culturelle).
- Des suivis et évaluation doivent être faits au niveau de ces paysans pour assurer la pérennité de l'organisation.
- Appui du DRDR sur l'activité agricole et renforcement de capacité des membres du DINA-PAMOKARANA car ce dernier est une solution permettant aux MPL d'accéder à une source des emprunts (crédit, intrant, matériel,...).
- Distribution des supports de formation (SRI-SRA-SDA)
- Etablissement du calendrier hebdomadaire des AV pour la prochaine saison culturelle.
- Sensibiliser les membres de la charte de la production au niveau des 6 *fokontany* à adhérer dans une agence OTIV la plus proche pour développer l'association
- Accélérer l'étude de faisabilité d'une implantation d'une caisse OTIV au niveau de la Commune d'*Ambohimanga* par les autorités communales et les responsables de l'OTIV
- Mettre à l'échelle le projet en tenant compte des avantages, des opportunités, des contraintes et des facteurs de blocage identifiées au préalable au niveau de la Commune
- Pérenniser la mise en œuvre du projet révolution verte et durable par l'intermédiaire de l'approche vallée

Conclusion partielle

Comme nous savons déjà, les deux concepts, à savoir la promotion du SRI et SRA et l'accès au financement rural sont deux variables interdépendantes et complémentaires. Donc toutes les entités concernées doivent se mettre autour d'une table ronde pour discuter des faisabilités de la conciliation de ces deux projets sur la microfinance, car elle nécessite un investissement de taille non seulement pour la construction de caisse mais surtout la recherche de clients potentiels et crédibles pour ne pas rendre en faillite la caisse. Néanmoins, l'Etat commence déjà à mettre sa politique de développement rural par la mise en œuvre de la révolution verte et durable à travers plusieurs Commune rurales de la région *Analamanga*, car c'est encore en phase de pilotage. Cela est déjà une bonne chose même si l'effort est coupé par notre contexte politique actuel. Il faut toujours continuer le travail pour avoir de bons résultats plus tard et régler le problème de paupérisation en milieu rural.

Conclusion générale

Il est important d'affirmer ici que réaliser cette étude a été une riche expérience pour nous car cela nous a permis de connaître un peu plus les réalités en monde rural et de comprendre le comportement des paysans vis-à-vis des projets de développement car eux aussi ont leur propre logique en tant que membres de la société. Ils ne s'impliquent pas tout de suite au projet s'ils ne sont pas motivés financièrement, d'une part, vu le contexte socio-économique en monde rural (inexistence d'emploi, société d'autosubsistance) et d'autre part, par peur des étrangers, ils n'osent jamais refuser tout ce qu'on leur demande, mais après ils ne le font pas ou le font mal. Donc il va falloir bien les motiver si on veut qu'un projet marche bien et prendre en compte toutes leurs revendications. Dans une étude en milieu rural, il peut être facile de sensibiliser les gens si on utilise une bonne stratégie d'approche qui s'adapte bien à leur culture, leur logique, mais en revanche, il peut être aussi très difficile voire impossible pour un projet de développement si on néglige certains paramètres socioculturels, politiques, anthropologiques, économiques.

En résumé, il faut toujours adapter un projet de développement par rapport à la culture de la population étudiée pour éviter le phénomène comme les résistances aux innovations ou rejet du projet par les personnes cibles.

Il faut bien identifier les facteurs de blocage qui sont très importants dans un projet comme celui-ci encore en phase de démarrage, mais non pas effectif au niveau de toute les régions de Madagascar.

A notre avis, l'objectif fixé par la DRDR, à savoir le doublement de la production rizicole en 2009 ne serait pas atteint pour l'année prochain ; mais s'il y a un bon suivi des paysans au niveau des 6 FKT dans la sensibilisation d'adopter le SRI, SRA et un bon appui de la DRDR en matière de satisfaction des besoins en intrants ; matériels et infrastructures des paysans, respect du calendrier cultural des paysans, motivation des chefs FKT et des AV, l'objectif serait atteint en 2010.

Ici, la place de la microfinance aussi est très importante dans le développement rural, car c'est vraiment la seule institution qui peut prêter de l'argent aux paysans pour le développement agricole ou de l'élevage. Comme nous avons vu ci-dessus, la tâche revient surtout aux mains de l'Etat, mais nous avons déjà donné notre point de vue sur la dialectique développement rural et microfinance en milieu rural.

Néanmoins l'hypothèse a été vérifiée car beaucoup de paysans ont été sensibilisés par rapport au SRI et SRA par l'intermédiaire de la formation technique et pratique. Pour dire que « l'approche vallée » reste une stratégie efficace et pertinente pour sensibiliser les paysans de s'approprier au projet.

Toutefois, beaucoup de travaux restent encore à faire venant de l'Etat, car il reste encore l'institution qui pourrait coordonner les travaux de développement en milieu rural. Même si de telles recherches furent toujours menées par nous en tant qu'étudiant chercheur au département de sociologie, le dernier mot revient toujours à l'Etat et tous les responsables concernés par le processus de développement (Bailleurs de fonds, cabinet d'étude, développeurs sociaux...).

C'est déjà un bons acquis pour nous Malgaches, de comprendre et d'accepter que c'est le milieu rural qu'il faut développer le plus pour atteindre un taux de croissance économique annuel de 5%. Pour pouvoir s'auto-suffire sur le plan de l'alimentation qui est vraiment l'objectif de la révolution verte, d'une part et d'autre part, de professionnaliser aussi la filière jusqu'au point d'exporter et pourquoi pas conquérir les marchés mondiaux. Nous avons la possibilité, mais avant tout cela tous ces responsables cités doivent se donner la main pour une meilleure collaboration vers des objectifs à long terme et pour le développement économique ultérieur de Madagascar.

Mais il ne faut non pas toujours rester aux querelles politiques, facteurs de crise politique, économique et socioculturelle de la société malgache, même si l'on est encore en période de transition, d'instauration d'une démocratie et d'une amnistie des exilés politiques, c'est le moment de serrer les coudes et de mettre la main à la pâte car nous avons du pain sur la planche.

La balle est dans le camp de ces dirigeants politiques maintenant, nous souhaitons que les politiques de développement inscrites dans le MAP soient toujours mises en œuvre après l'avènement de la 4^{ème} république. Car les efforts fournis par l'ancien pouvoir seraient anéantis si d'autres politiques de développement étaient proposées à leur place.

Tout cela dépasse notre compétence et notre responsabilité, mais ce qui est sûr et bien pour le monde rural, des projets de développement rural doivent toujours avoir lieu pour répondre aux attentes de la population et pour ne pas augmenter un peu plus le fossé entre la ville et la campagne, enfin, pour ne pas accentuer le terme de sociétés à deux vitesses, c'est-à-dire qu'il y a deux cultures, deux mondes différents qui existent à Madagascar, alors qu'en réalité il doit y avoir qu'une seule.

Pourvu que les dirigeants de la Haute Autorité de la Transition puissent tirer des leçons par rapport à l'ancien pouvoir pour bien instaurer un Etat de droit où règnent la démocratie et la bonne gouvernance et par conséquent le retour de l'investissement étranger dans tous les domaines et la confiance des bailleurs de fonds (ONU, Banque Mondiale, FMI, Union Européenne...). Et que Madagascar puisse atteindre l'objectif de l'OMD et être un modèle en Afrique en matière de démocratie et de bonne gouvernance en Afrique et dans le monde, tout cela par l'organisation des élections présidentielles anticipées pour obtenir la reconnaissance internationale, point de départ d'un décollage économique !

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- 1- BASTIDE (R). (1971). Anthropologie Appliquée. 1^{ère} édition, Payot, Paris
- 2- BELLONCLE (G), (1981). Structures villageoises et stratégies de développement Projets coopératifs et projets éducatifs en Afrique Noire, Extrait de Archives de Sciences Sociales de la Coopération, Bureau d'Etudes Coopératives et Communautaires 7, avenue Franco-Russe Paris
- 3- CUCHE (D), 2001. (1971). La notion de culture en sciences sociales, Nouvelle édition. Paris
- 4- DURKHEIM (E), (1937). La règle la méthode sociologique, PUF, Paris
- 5- DURKHEIM (E), (1967). De la division du travail social, F Alcan, PUF, Paris
- 6- DUVIGNAUD (J), (1968). Introduction à la sociologie, Edition Gallimard, Paris
- 7- DE SARDAN (J PO), (1995). Anthropologie et développement, Editions Karthala
- 8- FERREOL (G), NORECK (J P), (1996) Introduction à la sociologie, Edition Armand Colin, Masson, 5^{ème} édition, Paris, 1997
- 9- MAUSS (M). (1950). Sociologie et Anthropologie, PUF, Paris
- 10- PAVAGEAU (J), (1981). Jeunes Paysans Sans Terres l'exemple malgache. L'Harmattan
- 11- LAZAREV (G) et ARAB (M). (2002). Développement local et Communautés rurales, Editions Karthala
- 12- RENOARD (G) et MONTOUSSE (M), (1998). 100 fiches pour comprendre la sociologie. Bréal
- 13- SIMMEL (G) (1981). Sociologie et Epistémologie, PUF, 1^{ère} Edition, Paris
- 14- TOURAIN (A) (1974). Pour la sociologie, Edition du Seuil, Paris
- 15- WEBER (M) (1963). Le savant et la politique, Union générale d'Edition, Paris

Ouvrages spécifiques

- 16- Boye (S) et Hajdenberg (J), (2006). Guide de la microfinance, éd Organisation, Paris,
- 17- BELLONCLE (G), (2002). Les 7 priorités pour développer Madagascar. Paris
- 18- Comment faire la Microfinance : Gérer pour une meilleure performance. Processus de Certification des Formateurs (Phase 1), Centre International de Formation, International Labor Organisation, Ségou Mali, 29 février 2008
- 19- Daley-Harris (S), (2007). Etat de la campagne du sommet de microcrédit. Rapport 2007, Washington,
- 20- Forestier (P), (2005). Les enjeux de la microfinance. Quel rôle spécifique pour, le financement rural et agricole ? Horizons bancaires, n°326, FACY, H. (1970), l'économie agricole, Edition SIREY, France
- 21- FIDA (2004), Finance rurale, Rome:FIDA
- 22- FIDA, OPEP, Etats membres de l'OCI (2004), Un partenariat pour éradiquer la pauvreté en milieu rural, Rome FIDA
- 23- Gubert (F) et Roubaud (F), (2005) Analyser l'impact d'un projet de micro finance : l'exemple d'ADEFI à Madagascar, Agence française de développement, Paris
- 24- La Déclaration de Paris, Paris, 02 Mars (2005)
- 25- LAROCQUE, P. (1996), Le microcrédit et les coopératives d'épargne et de crédit
- 26- RAKOTOARISOA, R. (1985), Le crédit agricole à Madagascar, Antananarivo : NET. Service
- 27- RAMANDIMBIARISON. N, (1982). Contribution géographique à l'étude du crédit bancaire dans le *faritany* d'Antananarivo, TOME 1, 2 Université d'Antananarivo, Etablissement d'Enseignement Supérieur des Lettres et Sciences Humaines
- 28- Sébastien Boye, Michael Cheylan et Jeremy Hadjdenberg, (2006). Les défis de la microfinance
- 29- Wipf (J) et Garand G (2008), For microinsurance. A handbook for microinsurance practitioners, Luxembourg, ADA

Documents officiels

- 30- BELLONCLE (G), (2002). Les 7 priorités pour développer Madagascar. Paris
- 31- Guide du PCD, (2004). FID
- 32- Guide du Maire, (2001). Ministère chargé du budget et du développement des provinces autonomes
- 33- PCD de la Commune rurale d'*Ambohimanga Rova*, (2008)
- 34- Programme des Nations Unies pour le Développement, (2001). Coopération malgache
- 35- République de Madagascar, (2003). Documents stratégique pour la réduction de la pauvreté
- 36- MAP (Madagascar Action Plan), (2006)
- 37- Monographie de la Commune rurale de *Sabotsy Namehana* (2008)

Webliographie :

- 38- www.africafocus.org
- 39- www.fao.org
- 40- www.foodfirst.org
- 41- www.gatesfoundation.org
- 42- www.microinsurance.org
- 43- www.moov.mg
- 44- www.maep.gov.mg
- 45- www.mondialisation.ca
- 46- www.rockfound.org
- 47- www.newsofttomorrow.org

Loi n°96 020

Décret n° 98 127, circulaire 001/99

Texte :

Article 3 : « une mutuelle d'épargne et de crédit est une société à capital et personnel variable constituée entre personnes physiques et morales. Et la Loi établit une hiérarchie entre les deux formes juridiques ; l'association constituant une première étape dans l'organisation des membres et étant appelée à se transformer après un certain temps en mutuelle

Article 4 : « est qualifiée d'IFM un groupement de personnes physiques ou morale doté de la personnalité morale sans but non lucratif fondé sur les principes de coopération, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant particulièrement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et/ou de consentir du crédit à ceux-ci.

Article 12 : stipule que les IFM peuvent emprunter 3 formes juridiques différentes :

- Associations mutualistes d'épargne et de crédit,
- Mutuelles d'épargne et de crédit
- Sociétés de caution mutuelle

Article 14, alinéa 1 : « les associations mutualistes d'épargne et de crédit peuvent se transformer à tout moment en mutuelles d'épargne et de crédit ».

Article 14 alinéa 2 « une association mutualiste d'épargne et de crédit est une forme sans capital. Elle perçoit les droits d'adhésion et des cotisations périodiques auprès de ses membres

L'article 16 précise que : « Deux ou plusieurs mutuelles d'épargne et de crédit peuvent constituer entre elles une union sous forme de société à capital et personnel variable » et

L'article 18 prévoit que : ces unions pourront se constituer en « fédérations d'unions », ayant pour objet » d'assurer des fonctions techniques, administratives et financières au bénéfice de ses membres»

Table des matières

Introduction	1
Première partie.....	7
Chapitre1 : Etude Monographique de la Commune et révolution verte et durable	8
Section.1 : Situation géographique	8
1.1.1 Localisation	8
1.1.2 Superficie	8
1.1.3 Les Communes limitrophes	10
1.1.4 Historique de la Commune.....	10
1.1.5 Les évènements marquant la vie de la Commune.....	11
1.1.6 L'organigramme de la Commune	11
Section 2 : Situation démographique	11
1.2.1 La population	12
1.2.2 Répartition de la population	12
1.2.3 Les activités de la population.....	13
Section 3 : Situation économique	14
1.3.1 Agriculture	14
1.3.2 Elevage.....	16
1.3.3 Artisanat.	16
1.3.4 Commerce.	17
1.3.5Tourisme et Hôtellerie.....	17
1.3.6 Transport.	18
Section 4 : Situation socio-culturelle	18
1.4.1 Us et coutume.....	18
1.4.2 Religion.	18
Section 5 : Généralités sur la Révolution verte.	20
1.5.1 Rappel historique.	21
1.5.2 Phénomène de dépendance.	22
1.5.3 Coffre fort de l'apocalypse.....	23
1.5.4 Révolution verte à Madagascar.....	24

Chapitre 2 : Constat de la réalité	25
Section 6 : Approche FFOR.....	25
1.6.1 Forces	25
1.6.2 Faiblesses	26
1.6.3 Opportunités.....	27
1.6.4 Risques	27
Deuxième partie : Techniques culturelles améliorées et impact de l'implantation de l'OTIV dans la vie des paysans.	29
Chapitre 1 : Interprétation des résultats d'enquête socioéconomique au niveau des 6 <i>fokontany</i> de la Commune d'Ambohimanga.	30
Section 7 : Enquête socio-économique.....	30
Chapitre 2: Les facteurs de blocage et leurs origines.	34
Section 8 : Les différents facteurs de blocage.	34
1.8.1 : Blocage historique : héritage historique et conscience collective.....	34
1.8.2 : Blocage politique : Méfiance envers l'administration	35
1.8.3 : Blocage économique : prise de risque économique impossible.....	35
1.8.4 : Blocage psychologique : culture de crédit	36
1.8.5: Blocage anthropologique: La logique d'attentisme et d'assistanat.....	36
1.8.6 : Blocage sociologique : niveau très bas d'instruction.....	37
Section 9 Impact de l'approche vallée dans la vie des paysans	40
Section 10 : L'impact d'OTIV dans le développement rural.....	41
10.1 : Historique de la création des IFM ou (Institutions Financières Mutualistes)	41
1.10.1 : Les Institutions financières mutualistes	41
1.10.2 : Organisation de l'OTIV	44
1.10.3: Mode d'organisation	45
1.10.4 : Types d'épargne.	46
1.10.5: Octroi de crédit.....	46
1.10.6: Types de crédit.....	46
1.10.7 : Conditions d'octroi de crédit.....	47
Section 11 : Problématique de l'OTIV et de la promotion du SRI et SRA	51
1.11 .1: Points positifs.....	52
1.11.2 : Points négatifs	53

Section 12 : Impact de l'inexistence de mutuelle d'épargne et de crédit dans la vie des paysans	55
Troisième partie : Solutions et recommandations	57
Chapitre 1 : Solutions	58
Section 13 : La révolution verte et le SRI et SRA	58
Section 14 : Microfinance garante de la réussite de SRI et SRA	59
Chapitre 2 : Recommandations	60
Conclusion générale.	62
Bibliographie	65
Liste des tableaux	
Liste des graphiques	
Liste des abréviations	
Annexes	

Liste des tableaux

Tableau 1 : Les fokontany composant la Commune -----	9
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et par fokontany-----	12
Tableau 3 : La population agricole de la Commune-----	14
Tableau 4 : Les types de l'élevage -----	15
Tableau 5 : Les édifices religieux existants-----	19
Tableau 6 : Analyse sociologique de l'étude -----	38
Tableau 7 : Pourcentage des types de membres à l'OTIV Commune Sabotsy Namehana---	45
Tableau 8 : Motifs d'adhésion des membres à l'OTIV par fokontany-----	48
Tableau 9 : Facteurs de blocage -----	50
Tableau 10 : Evolution des membres de l'OTIV ces 5 dernières années -----	53

Liste des graphiques

1- Etat de maîtrise d'eau.....	30
2- Utilisation d'ouvrage hydroagricole.....	31
3- Répartition des travaux agricoles.....	31
4- Source de main-d'œuvre.....	32

ANNEXES

ANNEXE I : Questionnaires

Variables contrôlées

Nom :

Prénoms :

Age : 18 à 60 ans

Sexe : Masculin ou Féminin

Situation matrimoniale : Marié, divorcé, célibataire, veuf ou veuve

Fonction : Cultivateur ou paysan, Autorités administratives, (Maire, Chef quartier et Animateur Villageois), responsables de l'OTIV

NI= niveau d'instruction : Analphabète, Secondaire, Universitaire

Localisation : Fokontany issu de la Commune rurale d'Ambohimanga Rova et de Sabotsy Namehana

Guide d'entretien destiné au Maire ?

- 1- Depuis combien de temps, aviez-vous occupé ce poste ?
- 2- Comment fonctionne l'administration au sein de votre circonscription ?
- 3- Est-ce que vous avez un programme de travail durant votre mandat ?
- 4- Est-ce que vous pouvez détailler cela ?
- 5- Que pensez-vous du développement en général dans votre Commune ?
- 6- Est-ce que vous avez déjà un PCD, depuis quand ?
- 7- Que pensez-vous des projets de développement ? Sont-ils bénéfiques à la Commune ?
- 8- Est-ce que vous travaillez avec des organismes ou des ONG concernant la réalisation des projets de développement ?
- 9- Est-ce que cela est –il intéressant ?
- 10- Quelles sont vos priorités pour les 5 années à venir
- 11- Avez-vous des projets en voie de réalisation ?
- 12- Est-ce que vous avez entendu parler de la Révolution Verte et Durable ?
- 13- Quelles sont les réalités en matière agricole ?
- 14- Quels peuvent être les facteurs de blocage en matière d'intégration du SRI et du SRA?
- 15- Quels sont les atouts de la Commune à propos du développement ?
- 16- Est-ce que vous pouvez proposer des solutions?

Guide d'entretien destiné aux Chefs FKT?

- 1- Depuis combien de temps, aviez-vous occupé ce poste ?
- 2- Comment fonctionne l'administration au sein de votre circonscription ?
- 3- Est-ce que vous avez un programme de travail durant votre mandat ?
- 4- Est-ce que vous pouvez détailler cela ?
- 5- Que pensez-vous du développement en général dans votre Commune ?
- 6- Avez-vous entendu parler de la Révolution Verte et Durable ?
- 7- Quelles sont les réalités en matière agricole ?
- 8- Est-ce que la population pratique déjà la technique culturale améliorée ?
- 9- Quels peuvent être les facteurs de blocage en matière d'intégration du SRI et du SRA dans l'agriculture?
- 10- Quels sont les atouts de la Commune à propos de l'agriculture?
- 11- Est-ce que vous pouvez proposer des solutions?

Guide d'entretien destiné aux AV?

- 1 De quel fokontany venez-vous ?
- 2- Depuis combien de temps, aviez-vous occupé ce poste ?
- 3- Est-ce que vous avez un programme de travail durant votre mandat ?
- 4- Est-ce que vous pouvez détailler cela ?
- 5 Que pensez-vous du développement dans votre circonscription ?
- 6- Avez-vous déjà entendu parler de la Révolution Verte et Durable ?
- 7- Quelles sont les réalités en matière agricole ?
- 8- Est-ce que des techniciens du DRDR vous ont déjà formé concernant les techniques culturales améliorées ?
- 9- Quels peuvent être les facteurs de blocage en matière d'intégration du SRI et du SRA dans l'agriculture?
- 10- Quels sont les atouts de la Commune à propos de l'agriculture?
- 11- Est-ce que vous pouvez proposer des solutions ?

Guide d'entretien destiné au Directeur de l'OTIV

- 1- Quel est le nom de votre réseau OTIV ?
- 2- Quelle est l'année de création ?
- 3- Combien y a-t-il de membres en ce moment ?
- 4- Votre réseau se situe-t-il au niveau de la Commune de Sabotsy Namehana seulement ?
- 5- Quel est votre objectif pour cette année ?
- 6- Quelle est la raison d'être de votre existence ?
- 7- Est-ce que vous pouvez me parler de la dynamique de votre réseau de la création jusqu'à maintenant ?
- 8- Quelles prestations offrez-vous à vos membres ?
- 9- Qui sont les principaux membres de l'OTIV ?
- 10- Est-ce que vous pouvez donner le nombre actuel des membres de l'OTIV ?
- 11- Quels sont les avantages dans l'adhésion à l'OTIV ?
- 12- Quelles sortes d'épargne offrez-vous à vos clients ?
- 13- Quels types de clients font de l'épargne ?
- 14- Quels genres de crédits octroyez-vous à vos clients ?
- 15- Quels types de clients octroyez-vous du crédit ?
- 16- Quel est le montant maximal alloué par votre établissement pour un client ?
- 17- Quelles sont les procédures de remboursement ?
- 18- Est-ce que tous les clients arrivent à rembourser à temps leur crédit ?
- 19- Quelles sont les mesures prises par votre institution en cas de non remboursement d'un crédit ?
- 20- Quelle est la place des paysans dans votre établissement ?
- 21- Pouvez-vous donner des chiffres approximatifs du nombre de paysans qui sont membres dans votre établissement ?
- 22- Que font-ils le plus, de l'épargne ou du crédit ?
- 23- Est-ce que les membres habitent tous au sein de la Commune de Sabotsy Namehana ou dans d'autres Communes ?
- 24- Par hasard, est ce que les paysans issus de la Commune d'Ambohimanga Rova fréquentent votre établissement ?

25- Est-ce que vous pouvez donner le nombre et donner leur fokontany d'origine ?

Maintenant, nous allons parler de l'impact socio-économique de l'implantation de l'OTIV dans la vie des paysans

26- D'après vous, quels sont les impacts réels de l'OTIV dans la vie des paysans ?

27- D'après votre théorie, pensez vous que l'OTIV est accessible à tout le monde ? Si oui ? Est-ce que vous pouvez donner des raisons ? Si non ? Quels sont les facteurs de blocage ?

28- Est-ce que vous pouvez donner des suggestions, des solutions pour promouvoir les activités de l'OTIV ?

Guide d'entretien destiné aux membres de l'OTIV Sabotsy Namehana y compris les paysans qui habitent dans la Commune d'Ambohimanga

- 1- De quel *fokontany* venez-vous ?
- 2- Quel âge avez-vous ?
- 3- Quel est votre métier ?
- 4- Combien de temps étiez-vous déjà membres de l'OTIV *Sabotsy Namehana* ?
- 5- Pourquoi avez-vous décidé d'y adhérer ?
- 6- Est-ce que quelqu'un ou quelqu'une vous a sensibilisé au départ ?
- 7- Quels sont les avantages d'être membres ?
- 8- Est ce que vous faites de l'épargne seulement ou du crédit aussi ?
- 9- Est-ce que vous n'avez jamais rencontré des problèmes ou des ennuis depuis que vous êtes membres ?
- 10- Pensez-vous investir longuement à l'OTIV ?
- 11- Est-ce que vos voisins ou vos amis sont membres de l'OTIV également ?
- 12- A votre avis pourquoi, ne le sont-ils, pouvez vous donner des raisons précises ?
- 13- Est-ce que vous pouvez donner des suggestions, des solutions pour ceux ou celles sont déjà membres et ceux ou celles qui ne le sont pas encore ?
- 14- Est-ce que vous pouvez donner des suggestions, des solutions pour promouvoir les activités de l'OTIV dans votre Commune ?

Guide d'entretien destiné aux non membres de l'OTIV Sabotsy Namehana et de la Commune d'Ambohimanga

- 1 De quel fokontany venez-vous ?
- 2- Quel âge avez-vous ?
- 3- Quel est votre métier ?
- 4- Est-ce que vous avez déjà entendu parler d'un OTIV ?
- 5- Pouvez vous me donner votre perception concernant l'OTIV ?
- 6- Pourquoi vous n'êtes pas encore membres ?
- 7- Est ce que personne ne vous a jamais sensibilisé ? Si oui
- 8- Pourquoi vous n'étiez pas convaincu ?
- 7- Quels sont vos facteurs de blocage ? Est ce que vous pouvez donner quelques- uns ?
- 8- D'après vous, quels sont les impacts de la non adhésion à l'OTIV, surtout pour les paysans qui veulent pratiquer le TCA ?
- 9- Est-ce que avez des suggestions pour améliorer les qualités de service de l'OTIV ?
- 10- Est-ce que vous serez d'accord pour l'implantation d'une OTIV au niveau de votre Commune ? Si oui ? Pourquoi ? Si non ? Pourquoi ?

ANNEXE II : Les 4 phases de l'approche vallée

Phase 1 :

- Collecte d'information
- Formation technique
- Programmation
- Elaboration plan schématique
- Etat des lieux :
 - Identification des MPL
 - Nombre MPL/Superficie cultivée
 - Etat superficie

Phase 2 :

- Exploitation des données (SRI, SRA, SDA)
- Calcul des intrants (Engrais)
- Identification des intervenants (Equipes locales, leaders d'opinion)
- Formation technique, recyclage AV, MPL

Phase 3 :

- Sensibilisation d'une nouvelle technique culturale (SRI, SRA, SDA)
- Répartition des intrants
- Intervention sur les ouvrages hydroagricoles (rapport descriptif)
- Formation pratique des MPL
- Sondage de rendement
- Suivi évaluation

Phase 4 :

- Rapport final
- Analyse des impacts et orientation

Evaluation des impacts et des actions entreprises

ANNEXE III : Dépouillement de la formation technique et pratique

Les séances de formation ténues se résume comme suit :

MPL formés en technique SRI/SRA : 92

Mpanetsa (repiqueuses salariées) formées : 29

AV et MPL formé en sondage de rendement : 23

MPL formés en « culture de crédit » : 26

Manuel de formation distribué : 101

L'impact de ces formations s'observe dans la ferme volonté qu'ils ont manifestée dans les « DINA » de pratiquer dès la prochaine saison les techniques qu'on leur a transmises.

Le contenu de chaque module est donné en annexe

Tableau 8 : Evaluation de la formation et l'approche par fokontany d'intervention

Fokontany	Formation théorique	Formation pratique sur terrain	Adoption SRI/SRA/SDA	Approche
IAVOAMBONY	Approfondi	Approfondi	SRI/SRA/SDA	Brain storming
IMERITSIAFINDRA	Approfondi	Approfondi	SRI/SRA/SDA	Brain storming
MALAZA	Approfondi	Sondage de rendement	SRI/SRA	Brain storming
AMBOHIDAHY	Approfondi	Approfondi	SRI/SRA/SDA	Brain storming
VAKINAPASIKA	Traitement de semence, fertilisation du sol	Sondage de rendement	SRI/SRA	Question -réponse
MANANKASINA	Traitement de semence, fertilisation du sol	Approfondi	SRI/SRA	Question -réponse

ANNEXE IV : Formation en culture de crédit

Méthodologie

-Enquête, observation et entretien auprès des MPL, AV, Chef FKT des 6 FKT cités ci-après : Manankasina, Vakinampasika, Imeritsiafindra, Ambohidahy, Iavoambony, Malaza.
 -formation technique des MPL sur les trois grands thèmes suivants : nouvelle technique de production, gestion simple et culture de crédit et DINA-PAMOKARANA.
 -adoption de l'approche participative afin d'élaborer le DINA-PAMOKARANA qui est un moyen permettant d'établir le système de recouvrement.

Résultats

Le système de recouvrement a été adopté par les 6 FKT par l'élaboration du DINA-PAMOKARANA. Ce système de recouvrement est différent pour les 6 FKT. Les modes de paiement sont les suivantes :

- versement mensuel à la caisse de la structure DINA,
- paiement de la somme due par sa contre valeur en nature quelque soit le produit pendant les délais impartis (riz, manioc, légume de contre saison ou produit de l'élevage)

Tous les membres du DINA-PAMOKARANA se sont engagés sur le système de recouvrement.

Voir annexe le détail de système de recouvrement et DINA-PAMOKARANA pour les 6 FKT d'Ambohimanga Rova

	Ambohidahy	Iavoambony	Imerintsiafindra	Malaza	Manankasina	Vakinampasika
MPL formé en sondage de rendement	1	22	0	0	0	0
MPL formés SRI/SRA	8	28	19	19	14	4
Mpanetsa formées	6	23	0	0	0	0
MPL formé en culture de crédit	0	0	8	0	18	0
Manuels distribués	8	28	21	19	21	4

Tableau 7 : Rapport de formation en socio-organisation et élaboration du Dinam-pamokarana

Les séances de formation en socio organisation tenues successivement dans les Fokontany nous ont permis d'obtenir les résultats suivants :

<i>Fokontany</i>	Formation Sur la socio - organisation	Résultat	Impact
<i>Iavoambony</i>	Mise en place d'une structure mutualiste pour la solidarité et le développement des activités génératrices de revenu	Organisation paysanne : DEFI Objet : développement des AGR et entraide pour l'entretien des infrastructures hydro agricoles existantes	Membre : 35 Superficie couverte : 996 ares Système de recouvrement des avances sur culture : Opération ponctuelle sur les cultures maraîchères.
<i>Imerintsiafindra</i>	Mobilisation des MPL pour l'adoption des techniques performantes et mis en place d'un système de recouvrement d'avance sur culture.	Organisation paysanne. Engagement individuel pour le recouvrement. Constitution d'un GCV	Membre : 8 Pratiquant SRI : 2 Pratiquant SRA : 4
<i>Manankasina</i>	Accompagnement dans la mise en place d'une organisation	Organisation paysanne : MISANDRATRA	Membres : 27 Superficie couverte : 266 ares

<i>Fokontany</i>	Formation Sur la socio - organisation	Résultat	Impact
	mutualiste pour le crédit, l'épargne et un GCV	Objet : épargne, crédit mutualiste pour faire face au remboursement des avances sur culture reçue. Création d'un GCV	Opération ponctuelle pour assurer le recouvrement des avances reçues.
Ambohidahy	Exhortation des MPL à se soutenir mutuellement pour étendre les TCA dans toutes ses activités.	Organisation paysanne : FIVOARANA	Membres : 10 Système de recouvrement avec caution solidaire des membres.
		Objet : développement des TCA, crédit mutualiste	
Vakinampasika	Incitation à la constitution d'un grenier communautaire pour faire face aux éventuels problèmes de trésorerie en début ou en cours de campagne.	Organisation paysanne : MIAVOTRA	Membres : 4 Surface couverte : 45 ares
		Objet : épargne et crédit mutualiste ; Grenier Communautaire.	Opération ponctuelle en crédit mutualiste pour faire face au remboursement de l'avance sur culture de cette année 2009
Malaza	Créer une structure permettant de se soutenir pour	Organisation paysanne : MIEZAKA	Membres : 6 Grenier communautaire pour

<i>Fokontany</i>	Formation Sur la socio - organisation	Résultat	Impact
	l'extension de TCA l'amélioration de la productivité.	Objet : constituer un grenier communautaire, faire de l'épargne et de crédit mutuel.	fournir du crédit aux mutualistes afin de garantir le remboursement du prix d'intrants reçus.

REMARQUE

Le rassemblement était souvent difficile car les paysans sont éparpillés dans leurs rizières respectives toute la journée pour vaquer à leurs besognes ; ce qui nous oblige parfois à limiter notre intervention à un nombre restreint de personnes. Certaines séances de formation sont tenues à la tombée de la nuit ou le dimanche profitant du repos dominical. Les sites de démonstration sont Manankasina, Ambohidahy, Iavoambony et Amerintsiafindra.

Nom : RAKOTONJOHARY

Prénoms : Mamy Andrianainaina

Date et lieu de naissance : 27 décembre 1979 à Fianarantsoa

Adresse : Lot 40 Cité Mandroseza, Tana 101

Tél : 032 56 998 72 ou 03412 423 83

E-mail : rakotojoh26@yahoo.fr

Intitulé du mémoire : « Appui technique et socio organisationnel des paysans : cas de la Commune Ambohimanga Rova »

Rubrique :Sociologie rurale

Pagination :71pages

Tableaux :10

Graphique :4

Tirage :3 exemplaires

Annexes :02

Références bibliographiques :38

RESUME

Après la crise alimentaire qui a frappé le monde l'année dernière surtout dans les pays africains dont Madagascar et après la Conférence à Rome siège de la FAO, tous les pays se sont donné la main pour créer l'initiative de la révolution verte et durable afin de lutter contre l'insuffisance alimentaire. Madagascar par le biais du MAP dans son engagement n°4 : « le développement rural » a mis en œuvre ce projet au mois de novembre dernier au niveau de la région *Analamanga*. Le DRDR *Analamanga* a fait une prestation aux ONG ou Associations pour pouvoir réaliser ce projet. Ce mémoire a pour objet de montrer que l' « approche vallée » peut être un atout pour l'atteinte de l'objectif de la révolution verte si on tient compte de tous les paramètres d'ordre économique, infrastructurel, technique et socio-organisationnel, à savoir l'approvisionnement en intrants, matériels, en semences, la construction des ouvrages hydroagricoles et enfin un bon appui aux paysans sur le plan technique. L'identification des facteurs de blocage aussi est très importante dans cette étude pour pouvoir mettre à l'échelle le projet. Des formations concernant la culture de crédit et la culture entrepreneuriale furent dispensées aux paysans de la Commune d'*Ambohimanga* par l'intermédiaire de la création d'une Charte de production. Enfin l'intérêt de cette étude aussi était de voir l'impact de l'implantation de l'OTIV au niveau de la Commune, car c'est une variable indissociable du développement rural et de la promotion des techniques culturales améliorées vérifiées par le défi n°2 du MAP dans son engagement n°4 qui est d' « améliorer l'accès au financement rural ». C'est déjà un début pour le gouvernement malgache, dans ses efforts, en vue des OMD la balle est maintenant dans le camp de la HAT pour la continuation des efforts réalisés par l'Ancien pouvoir après l'avènement de la 4ème République de Madagascar.

Directeur de mémoire : Professeur RAMANDIMBIARISON Noëline